

Publications périodiques

Comptes annuels

COMPAGNIE DE FINANCEMENT FONCIER

Société anonyme au capital de 2 537 459 936 €.
Siège social : 19 rue des Capucines - 75001 Paris
421 263 047 R.C.S Paris

Comptes annuels au 31 décembre 2018 approuvés par l'Assemblée Générale Ordinaire du 6 mai 2019

I. — Bilan

(en milliers d'euros)

Bilan Actif	Cf. Notes	31/12/2018	31/12/2017	31/12/2016
Caisse et banques centrales		705 379	670 000	2 400 000
Effets publics et valeurs assimilées	3	3 270 999	3 364 394	3 455 424
Prêts et créances sur les établissements de crédit	1	26 449 694	28 761 396	20 827 904
À vue		56 663	151 078	244 151
À terme		26 393 031	28 610 318	20 583 753
Opérations avec la clientèle	2	39 643 161	38 639 497	42 237 163
Autres concours à la clientèle		39 643 161	38 639 497	42 237 163
Obligations et autres titres à revenu fixe	3	4 565 859	4 511 584	12 724 987
Participations et autres titres détenus à long terme		0	0	0
Immobilisations incorporelles et corporelles		0	0	0
Autres actifs	4	52 591	214 855	8 175
Comptes de régularisation	5	1 977 089	2 204 862	2 694 997
Total de l'actif		76 664 772	78 366 588	84 348 650

Bilan Passif	Cf. Notes	31/12/2018	31/12/2017	31/12/2016
Banques centrales		0	0	0
Dettes envers les établissements de crédit	6	6 601 591	7 945 176	8 778 050
À vue		159	0	355
À terme		6 601 432	7 945 176	8 777 695
Opérations avec la clientèle		0	0	0
À vue		0	0	0
Dettes représentées par un titre	7	63 547 037	63 524 759	67 573 795
Titres du marché interbancaire et titres de créances négociables		151 865	151 533	151 243
Emprunts obligataires (obligations foncières)		63 395 172	63 373 226	67 422 552
Autres passifs	8	1 107 531	1 623 947	2 261 259
Comptes de régularisation	9	2 205 340	2 088 657	2 514 616
Provisions	10	6 559	18 917	20 435
Dettes subordonnées		0	0	0
Fonds pour risques bancaires généraux		20 000	20 000	20 000
Capitaux propres hors FRBG	11	3 176 713	3 145 132	3 180 495
Capital souscrit		2 537 460	2 537 460	2 537 460
Primes d'émission		343 002	343 002	343 002
Réserves		122 063	119 152	114 468
Provisions réglementées et subventions d'investissement		0	0	0
Report à nouveau		84 404	87 313	91 889
Résultat en instance d'affectation		0	0	0
Résultat de la période		89 784	58 205	93 676
Total du passif		76 664 772	78 366 588	84 348 650

Hors bilan au 31 décembre 2018

(en milliers d'euros)	Cf. Notes	31/12/2018	31/12/2017	31/12/2016
Total des engagements donnés				
Engagements de financement		1 465 178	1 153 541	868 607
Engagements en faveur d'établissements de crédit	12	0	0	0
Engagements en faveur de la clientèle	12	1 185 156	847 463	789 502
Autres valeurs affectées en garantie	12	280 022	306 078	79 104
Engagements de garantie		0	0	0
Engagements en faveur d'établissements de crédit	12	0	0	0
Engagements en faveur de la clientèle	12	0	0	0
Engagements sur titres		0	0	0
Autres engagements donnés	12	0	0	0
Total des engagements reçus				
Engagements de financement		28 565 657	31 484 834	31 032 177

<i>Engagements reçus d'établissements de crédit</i>	13	2 756 142	3 563 114	3 658 292
<i>Autres valeurs reçues en garantie du Groupe</i>	13	25 809 515	27 921 720	27 373 885
Engagements de garantie		38 527 020	36 516 018	39 103 926
<i>Engagements reçus d'établissements de crédit</i>	13	6 941 055	7 129 671	6 983 537
<i>Engagements reçus de la clientèle</i>	13	31 585 965	29 386 347	32 120 388
Engagements sur titres		0	60 000	0
Total des engagements réciproques				
<i>Achats et ventes de devises</i>	14	14 916 577	16 510 229	21 488 125
<i>Autres instruments financiers</i>	14	65 036 854	64 330 739	62 999 652

II. — Compte de résultat au 31 décembre 2018

(en milliers d'euros)	Cf. Notes	31/12/2018	31/12/2017	31/12/2016
Intérêts et produits assimilés	15	2 221 758	2 456 124	2 850 600
Intérêts et charges assimilées	15	- 1 993 403	- 2 348 774	- 2 571 615
Marge nette d'intérêts		228 356	107 350	278 984
Commissions produits	16	44 047	96 164	82 972
Commissions charges	16	- 1 525	- 1 617	- 2 047
Gains ou pertes s/opérations des portefeuilles de négociation	17	- 65	- 117	- 456
Autres produits d'exploitation bancaire	18	98	129	7
Autres charges d'exploitation bancaire	18	- 3 037	- 2 299	- 4
Produit net bancaire		267 873	199 611	359 457
Frais de personnel	19	- 45	- 73	- 60
Impôts, taxes et autres contributions	19	- 6 926	- 21 638	- 23 033
Services extérieurs et autres charges (1)	19	- 87 938	- 96 189	- 104 596
Amortissements		0	0	0
Frais généraux		- 94 909	- 117 901	- 127 689
Résultat brut d'exploitation		172 964	81 710	231 768
Coût du risque	20	- 16 039	- 4 910	- 27 078
Résultat d'exploitation		156 925	76 800	204 690
Gains ou pertes sur actifs immobilisés	21	421	7 458	- 48
Résultat courant avant impôt		157 346	84 257	204 642
Résultat exceptionnel		0	0	0
Impôt sur les bénéfices	22	- 67 562	- 26 052	- 110 965
Résultat net		89 784	58 205	93 676
Résultat par action (2) (en €)		0,57	0,37	0,59
Résultat dilué par action (en €)		0,57	0,37	0,59

(1) Antérieurement classées en « Impôts, taxes et autres contributions » la Compagnie de Financement Foncier suit désormais la position du Groupe BPCE et classe en « Services extérieurs et autres charges » ses contributions bancaires. Celles-ci incluent notamment la Taxe de Risque Systémique des banques (TSB) pour un montant annuel de - 2,03 M€ (contre - 2,74 M€ en décembre 2017) ainsi que les contributions réglementaires comprenant essentiellement la cotisation FRU (Fonds de Résolution Unique) pour un montant annuel de - 12,02 M€ (contre - 11,07 M€ en décembre 2017).

(2) Le résultat par action s'obtient en divisant le résultat net par le nombre d'actions de la période.

L'annexe qui figure aux pages suivantes fait partie des comptes individuels annuels.

III. — Affectation du résultat

L'Assemblée générale, après avoir constaté l'existence d'un bénéfice distribuable de 174 187 467,15 € correspondant au résultat de l'exercice pour 89 783 493,18 €, augmenté du report à nouveau positif de 84 403 973,97 €, décide d'affecter ledit bénéfice distribuable de la façon suivante :

Dotations à la réserve légale : 4 490 000,00 €

Dividende : 89 783 262,10 €

Report à nouveau : 79 914 205,05 €

Par suite, le dividende revenant à chacune des 158 591 246 actions composant le capital social est fixé à 0,56613 €.

Conformément à l'article 243 bis du Code Général des Impôts, il est précisé que la totalité du dividende proposé est éligible à l'abattement de 40 % bénéficiant aux personnes physiques fiscalement domiciliées en France, prévu à l'article 158-3 du Code Général des Impôts.

La date de mise en paiement du dividende est fixée au 27 juin 2019.

Conformément à l'article 24 des statuts, l'Assemblée générale décide d'accorder à chaque actionnaire la possibilité d'opter pour le paiement en actions. Les actions nouvelles auront les mêmes caractéristiques et elles jouiront des mêmes droits que les actions ayant donné droit au dividende. Leur date de jouissance sera fixée au 1er janvier 2019.

Le prix d'émission des actions nouvelles sera égal au montant des capitaux propres après répartition, tel qu'il ressort du bilan au 31 décembre 2018 approuvé par l'Assemblée générale dans sa première résolution ci-dessus, divisé par le nombre d'actions existantes.

Il s'établit à 19,46 € par action.

Le nombre d'actions pouvant être attribuées aux actionnaires ayant opté pour le paiement du solde du dividende en actions sera fixé en fonction du prix ainsi déterminé, étant entendu qu'un actionnaire ne pourra recevoir les dividendes auxquels il a droit, partie en actions, partie en numéraire.

Si les dividendes ainsi déterminés ne donnent pas droit à un nombre entier d'actions, l'actionnaire qui aura opté pour le paiement en actions pourra souscrire le nombre entier immédiatement inférieur, la soulte due lui étant versée en espèces ou le nombre entier immédiatement supérieur, en versant la différence en numéraire.

La période d'option débutera le 1er juin 2019 et se terminera le 15 juin 2019.

Tout actionnaire qui n'aura pas exercé son option le 15 juin 2019, au plus tard, recevra ses dividendes en espèces dès la mise en paiement qui interviendra le 29 juin 2018.

L'Assemblée donne tous pouvoirs au Conseil d'administration pour constater le nombre d'actions émises et l'augmentation de capital en résultant et pour modifier en conséquence le texte de l'article 6 des statuts.

En application des articles 47 de la loi du 12 juillet 1965 et 243 bis du Code Général des Impôts, il est rappelé que le dividende et la rémunération globale par action ont évolué ainsi qu'il suit au cours des trois exercices précédents :

Exercice	Nombre d'actions	Rémunération unitaire globale	Dividende distribué *
2015	158 591 246	0,80 €	0,80 €
2016	158 591 246	0,59 €	0,59 €
2017	158 591 246	0,367 €	0,367 €

*Eligible à l'abattement de 40 % prévu à l'article 158-3 du Code Général des Impôts.

Cette résolution mise aux voix est adoptée à l'unanimité

IV. — Annexe aux comptes individuels de la Compagnie de Financement Foncier

1. Cadre général

La Compagnie de Financement Foncier a été agréée en qualité de société de crédit foncier dans le cadre de la loi du 25 juin 1999 relative à l'épargne et à la sécurité financière. À ce titre, elle est soumise aux articles L. 513-2 à L. 513-27 du Code Monétaire et Financier.

Agréée en qualité d'établissement de crédit spécialisé (ECS) selon l'ordonnance n° 2013-544 du 27 juin 2013 relative aux établissements de crédit et aux sociétés de financement, entrée en vigueur au 1er janvier 2014 transposant en droit français un règlement (CRR) et une directive (CRD IV) européens, elle applique le règlement 99-10 du CRBF modifié, propre aux sociétés de crédit foncier et qui porte notamment sur :

- l'évaluation des immeubles financés par des prêts éligibles à l'actif des sociétés de crédit foncier ;
- l'évaluation des éléments d'actif et de passif de ces sociétés ;
- leurs normes de gestion spécifiques.

La Compagnie de Financement Foncier est affiliée à BPCE. À ce titre, elle bénéficie du mécanisme de garantie et de liquidité du Groupe BPCE. En tant que filiale affiliée, la Compagnie de Financement Foncier ne contribue pas au mécanisme de solidarité du réseau et ne sera pas appelée en cas de défaillance d'une Banque Populaire ou d'une Caisse d'Épargne.

2. Faits significatifs de l'exercice 2018

2.1 Intégration des activités du crédit foncier au sein du groupe BPCE

Le Conseil de surveillance de BPCE et le Conseil d'administration du Crédit Foncier ont, respectivement le 25 et le 26 juin 2018, donné leur accord de principe au lancement d'un projet d'intégration des activités et de redéploiement des savoir-faire et des expertises du Crédit Foncier au sein des entités du Groupe BPCE.

Après avis du Comité d'entreprise, le Conseil d'administration du Crédit Foncier dans sa séance du 21 novembre 2018, a confirmé la mise en œuvre effective du projet.

Le volet industriel du projet, qui sera mis en œuvre principalement au cours du 1er semestre 2019, est notamment caractérisé par les orientations suivantes :

- la production nouvelle de crédits sera redéployée dans les entités du Groupe : activité de financement Particuliers au sein des Banques Populaires et Caisses d'Épargne, activité de financement *Corporates* répartie entre les Caisses d'Épargne et Banques Populaires pour le logement social et Natixis pour le financement de projets et infrastructures ;
- Le Crédit Foncier sera recentré sur la gestion de l'encours de crédits existant aussi bien à son bilan propre qu'à celui de la Compagnie de Financement Foncier ;
- l'activité future de refinancement de la Compagnie de Financement Foncier elle-même serait repositionnée sur le refinancement d'actifs (notamment du Secteur public) originés par les entités du Groupe BPCE.

Ce projet a par ailleurs fait l'objet d'un processus d'information-consultation du Comité d'entreprise du Crédit Foncier, et de la conclusion, le 26 octobre 2018, de deux accords collectifs majoritaires relatifs à la mise en œuvre du projet : un accord de « gestion prévisionnelle de l'emploi et des compétences » et un accord de « plan de sauvegarde de l'emploi ». Ces accords n'ont pas de conséquences financières pour la Compagnie de Financement Foncier ni pour la continuité d'exploitation.

2.2. Activité courante

Au cours de l'année 2018, la Compagnie de Financement Foncier a acquis auprès du Crédit Foncier des créances pour un montant de 6 437 M€ créances rattachées incluses, auquel se rajoutent 441 M€ d'engagements de financement.

L'article L. 211-38 du Code Monétaire et Financier prévoit la possibilité pour un établissement d'octroyer un prêt à un autre établissement financier, prêt dont le remboursement est sécurisé par la mise en garantie d'un ensemble de créances. La Compagnie de Financement Foncier porte à ce titre des prêts avec sa maison mère, le Crédit Foncier, pour un total de 16 354,5 M€ au 31 décembre 2018 et avec certaines Caisses d'Épargne ou Banques Populaires pour un montant total de 169,1 M€. Des concours de nature identique sont également accordés à BPCE SA, dont le montant au 31 décembre 2018 s'élève à 8 920 M€, hors créances rattachées. Ces concours sont collatéralisés à hauteur de 25 809,5 M€.

Les valeurs de remplacement de la Compagnie de Financement Foncier, définies selon le décret n°2007-745 du 9 mai 2007, relatif à la solvabilité des établissements de crédit et des entreprises d'investissement et aux sociétés de crédit foncier et modifiant le Code Monétaire et Financier, s'élèvent à 6 654,1 M€ créances rattachées incluses. Outre les disponibilités, ces valeurs de remplacement sont essentiellement composées de prêts octroyés dans le cadre de l'article L. 211-38 du Code Monétaire et Financier.

S'agissant du refinancement, la Compagnie de Financement Foncier a émis pour 5 718 M€ d'obligations foncières au cours de l'année 2018 contre-valeur au jour de l'émission. Elle a également la possibilité de souscrire des lignes de refinancement auprès de la Banque de France, selon le dispositif de Gestion globale des garanties (pool 3G). Cette faculté n'a cependant pas été exercée en 2018.

2.3. Remboursements anticipés

Le taux global de remboursements anticipés et de renégociations s'établit à 12,3 %.

Le taux de remboursement anticipé à fin 2018 s'établit à 8,3 %, en forte diminution par rapport à fin décembre 2017 (16,5 %). Les sorties d'actifs correspondant représentent 2 670 M€.

Ceci se traduit en termes de produit net bancaire, par plusieurs effets :

- un amortissement accéléré des surcotes/décotes d'acquisition, dont l'impact est estimé à - 65,1 M€ au titre de l'exercice ;
- la perception d'indemnités de remboursements particuliers pour un peu plus de 40,8 M€ ; il convient de rappeler qu'au titre de la prestation de services rendus par le Crédit Foncier, un tiers de ces indemnités lui sont reversées ;
- la perception de frais de renégociation pour environ 4 M€.

2.4. Rachat d'obligations foncières

Au cours de l'année 2018, la Compagnie de Financement Foncier n'a pas effectué d'opérations de rachats d'obligations foncières.

2.5. Provisionnement sur encours sains

À compter de l'exercice 2018, en conformité avec les règles préconisées par le Groupe BPCE, la Compagnie de Financement Foncier procède à une évaluation du risque sur ses encours non douteux mais présentant une dégradation significative du risque de crédit depuis leur comptabilisation initiale. Les modalités d'évaluation de cette provision constituent une convergence avec celles prescrites par la norme IFRS 9 pour les encours de Statut 2 (S2). L'impact de cette convergence a été traité comme un changement d'estimation dans les comptes de l'exercice.

Ce nouveau provisionnement sur encours sains a impacté le résultat en « coût du risque » par des dotations de 13,4 M€ sur les crédits portés au bilan de la Compagnie de Financement Foncier après prise en compte des conventions de portage et de démembrement et 0,4 M€ sur des engagements de hors-bilan.

Cette provision se substitue en totalité aux anciennes provisions collectives qui couvraient des encours présentant des risques similaires et homogènes soumis collectivement à un test de dépréciation. La reprise comptabilisée à ce titre en 2018 s'élève à 15,9 M€ en « coût du risque ».

2.6. Impôts

En application de la convention d'intégration fiscale signée avec le Crédit Foncier, la Compagnie de Financement Foncier a constaté vis-à-vis de sa mère une charge d'impôts, du fait de son résultat fiscal, à hauteur de - 25 M€.

La loi de finances 2018, adoptée par l'Assemblée nationale et d'application au 1er janvier 2018, baisse progressivement le taux d'impôts sur les sociétés de 34,43 % à 25,83 % jusqu'en 2022. Elle modifie la loi de finances 2017 qui prévoyait déjà une baisse du taux d'impôts futur.

3. Événements postérieurs à la clôture

Aucun événement postérieur à la clôture et susceptible d'avoir une incidence significative sur les comptes du 31 décembre 2018, n'est intervenu entre la date de clôture et le 11 février 2019, date à laquelle le Conseil a arrêté les comptes.

4. Principes et méthodes comptables

4.1. Méthodes d'évaluation et de présentation appliquées

Les comptes individuels annuels de la Compagnie de Financement Foncier sont établis et présentés conformément aux règles définies par BPCE dans le respect du règlement n° 2014-07 de l'Autorité des Normes Comptables (ANC).

4.2. Changements de méthodes comptables

Aucun changement de méthodes comptables n'a affecté les comptes de l'exercice 2018.

Les textes adoptés par l'Autorité des normes comptables et d'application obligatoire en 2018 n'ont pas d'impact significatif sur les comptes individuels de l'établissement.

L'établissement n'anticipe pas l'application des textes adoptés par l'Autorité des Normes Comptables lorsqu'elle est optionnelle, sauf mention spécifique.

4.3. Principes comptables et méthodes d'évaluation

Les comptes de l'exercice sont présentés sous une forme identique à celle de l'exercice précédent. Les conventions comptables générales ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation ;
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre ;
- indépendance des exercices,

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode du coût historique et tous les postes du bilan sont présentés, le cas échéant, nets d'amortissements, de provisions et de corrections de valeur.

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

4.3.1. Opérations en devises

Les résultats sur opérations de change sont déterminés conformément au règlement n° 2014-07 de l'Autorité des Normes Comptables (ANC).

Les créances, les dettes et les engagements hors bilan libellés en devises sont évalués au cours de change à la clôture de l'exercice. Les produits ou les charges correspondants sont, quant à eux, convertis immédiatement en euros au cours du jour de leur inscription au compte de résultat.

Les opérations de change au comptant non dénouées sont valorisées au cours de clôture de l'exercice.

Les *swaps* cambistes s'enregistrent comme des opérations couplées d'achats au comptant et de ventes à terme de devises. Les reports et déports sur les contrats de change à terme de couverture sont étalés *prorata temporis* en compte de résultat. Les *swaps* financiers de devises sont assujettis aux dispositions du règlement n° 2014-07 de l'Autorité des Normes Comptables (ANC).

Les gains et pertes latents ou définitifs de change, sont enregistrés en résultat de change dans la catégorie « gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation ».

4.3.2. Opérations avec les établissements de crédit et la clientèle

Les créances sur les établissements de crédit recouvrent l'ensemble des créances détenues au titre d'opérations bancaires à l'exception de celles matérialisées par un titre. Elles comprennent les valeurs reçues en pension, quel que soit le support, et les créances se rapportant à des pensions livrées sur titres. Elles sont ventilées entre créances à vue et créances à terme. Les créances sur les établissements de crédit sont inscrites au bilan à leur valeur nominale ou leur coût d'acquisition pour les rachats de créances, augmentées des intérêts courus non échus et nettes des dépréciations constituées au titre du risque de crédit.

Les créances sur la clientèle comprennent les concours distribués aux agents économiques autres que les établissements de crédit, à l'exception de ceux matérialisés par un titre, les valeurs reçues en pension et les créances se rapportant à des pensions livrées sur titres. Elles sont ventilées en créances commerciales, comptes ordinaires débiteurs et autres concours à la clientèle.

Les crédits distribués figurent à l'actif du bilan pour la fraction effectivement versée ou pour la clientèle émis, sont inscrits au bilan à leur valeur nominale ou à leur coût d'acquisition pour les rachats de créances, augmentés des intérêts courus non échus et nets des dépréciations constituées au titre du risque de crédit. Les montants non encore payés restent, quant à eux, inscrits au hors-bilan dans la rubrique « Engagements de financement donnés ».

La Compagnie de Financement Foncier acquiert des créances en valeur de marché. L'écart entre la valeur de marché et la valeur nette comptable des crédits, appelé surcote ou décote selon le sens de l'écart, est enregistré dans un sous-compte du compte de créances.

Les surcotes et les décotes des créances acquises sont ensuite reprises au résultat de l'exercice de façon actuarielle sur la durée de vie résiduelle des prêts.

Le montant des échéances non réglées figure à l'actif au niveau de chaque rubrique de créances, sauf si elles revêtent un caractère douteux. Dans ce cas, elles sont regroupées avec les créances douteuses.

Les commissions et coûts marginaux de transaction qui font l'objet d'un étalement sont intégrés à l'encours de crédit concerné.

Les indemnités de remboursement anticipé sont comptabilisées pour leur totalité au compte de résultat lors de l'exercice d'enregistrement de ces opérations. Les indemnités de renégociations, sont quant à elles, étalées sur la durée de vie du prêt renégocié.

La Compagnie de Financement Foncier procède, en application des normes de BPCE, à la comptabilisation des garanties qui sont explicitement ou implicitement attachées à certains types de concours à la clientèle inscrits au bilan, compte tenu de leur caractère significatif, telles les valeurs des hypothèques, les contre garanties reçues de la SGFGAS et reprises par l'État (cf. note 13 sur les engagements reçus). Elles font l'objet de réévaluations périodiques. La valeur comptable de l'ensemble des garanties prises sur un même crédit est limitée à l'encours de ce crédit.

Les dettes envers les établissements de crédit sont présentées selon leur durée initiale (à vue ou à terme) et les dettes envers la clientèle sont présentées selon leur nature. Sont incluses, en fonction de leur contrepartie, les opérations de pension matérialisées par des titres ou des valeurs. Les intérêts courus sont enregistrés en dettes rattachées.

Créances restructurées

Les créances restructurées au sens du règlement n° 2014-07 de l'Autorité des Normes Comptables (ANC) sont des créances douteuses qui font l'objet d'une modification des caractéristiques initiales (durée, taux d'intérêt) des contrats afin de permettre aux contreparties de rembourser les encours dus.

Lors de la restructuration, le prêt fait l'objet d'une décote d'un montant égal à l'écart entre l'actualisation des flux contractuels initialement attendus et l'actualisation des flux futurs attendus de capital et d'intérêts issus de la restructuration. Le taux d'actualisation est le taux d'intérêt effectif d'origine pour les prêts à taux fixe ou le dernier taux effectif avant la date de restructuration pour les prêts à taux variable. Le taux effectif correspond au taux contractuel. Cette décote est inscrite au résultat, en coût du risque et, au bilan, en diminution de l'encours correspondant. Elle est rapportée au compte de résultat, dans la marge d'intérêt, selon un mode actuariel sur la durée du prêt.

Une créance restructurée peut être reclassée en encours sains lorsque les nouvelles échéances sont respectées. Lorsque la créance ayant fait l'objet d'une première restructuration présente à nouveau une échéance impayée, quelles qu'aient été les conditions de la restructuration, la créance est déclassée en créance douteuse.

Créances douteuses

Les créances douteuses sont constituées de l'ensemble des encours échus et non échus, garantis ou non, dus par les débiteurs dont un concours au moins présente un risque de crédit avéré, identifié de manière individuelle. Un risque est avéré dès lors qu'il est probable que l'établissement ne percevra pas tout ou partie des sommes dues au titre des engagements souscrits par la contrepartie, nonobstant l'existence de garantie ou de caution.

Nonobstant le règlement n°2014-07 de l'Autorité des normes comptables (ANC), l'identification en encours douteux est effectuée notamment en cas de créances impayées depuis plus de trois mois en harmonisation avec les événements de défaut définis à l'article 178 du règlement européen 575-2013 du 26 juin 2013 relatif aux exigences prudentielles applicables aux établissements de crédit.

Les créances sur les collectivités territoriales sont déclassées en créances douteuses après un impayé constaté de trois mois.

Un encours douteux compromis est un encours douteux dont les perspectives de recouvrement sont fortement dégradées et pour lequel un passage en perte à terme est envisagé. Les créances échues de leur terme, sont présumées devoir être inscrites en douteux compromis. L'existence de garanties couvrant la quasi-totalité des risques et les conditions d'évolution de la créance douteuse doivent être prises en considération pour qualifier un encours douteux de compromis et pour quantifier la dépréciation. Un an après sa classification en encours douteux, un encours douteux est présumé être compromis sauf si le passage en perte à terme n'est pas envisagé. Le classement d'un encours douteux en douteux compromis n'entraîne pas le classement par « contagion » dans cette dernière catégorie des autres encours et engagements douteux relatifs à la contrepartie concernée.

Les intérêts courus et/ou échus non perçus sur créances douteuses sont comptabilisés en produits d'exploitation bancaire et dépréciés à due concurrence. Il en est de même pour les intérêts douteux compromis.

Plus généralement, les créances douteuses sont réinscrites en encours sains quand les règlements reprennent de façon régulière pour les montants correspondant aux échéances contractuelles, et lorsque la contrepartie ne présente plus de risque de défaillance.

Dépréciation

Les créances, dont le recouvrement est devenu incertain, donnent lieu à la constitution de dépréciations, inscrites en déduction de l'actif, destinées à couvrir le risque de perte. Les dépréciations sont calculées créance par créance en tenant compte de la valeur actuelle des garanties reçues. Elles sont déterminées selon une fréquence au moins trimestrielle et sur la base de l'analyse du risque et des garanties disponibles. Les dépréciations couvrent au minimum les intérêts non encaissés sur encours douteux.

Les dépréciations pour pertes probables avérées couvrent l'ensemble des pertes prévisionnelles, calculées par différence entre les capitaux restant dus et les flux prévisionnels actualisés selon le taux effectif. Les flux prévisionnels sont déterminés selon les catégories de créances sur la base d'historique de pertes et/ou à dire d'expert puis sont positionnés dans le temps sur la base d'échéanciers déterminés selon des historiques de recouvrement.

Le risque est apprécié créance par créance de manière individualisée pour les créances significatives et de manière automatisée pour les autres en tenant compte de la valeur actuelle des garanties reçues. À l'entrée en contentieux, une décote sur la valeur du gage est appliquée.

Pour les crédits du secteur aidé et ceux garantis par la SGFGAS, au nom de l'État, il est également tenu compte de la part de risque prise en charge par l'État.

Les prêts transférés ou cédés à la Compagnie de Financement Foncier étant inscrits à son bilan pour leur valeur d'acquisition, la dépréciation est déterminée par rapport à ce coût d'entrée.

Dans le cadre de la convention de cession de créances entre le Crédit Foncier et la Compagnie de Financement Foncier, il existe un mécanisme lorsque seule une fraction de la créance est acquise ; mécanisme qui confère un droit de priorité au profit de la Compagnie de Financement Foncier sur la totalité de la garantie. Ainsi, tant que la valeur du gage couvre la fraction de créance douteuse de la Compagnie de Financement Foncier, aucune dépréciation n'est constituée dans les comptes de cette dernière. Cette dépréciation est constatée dans les comptes du Crédit Foncier.

Lorsque l'intégralité de la créance a été acquise par la Compagnie de Financement Foncier, l'éventuelle dépréciation est intégralement constatée dans les comptes de cette dernière.

Quand le risque de crédit porte sur des engagements de financement ou de garantie inscrits en hors-bilan, le risque est pris en compte sous forme de provisions pour risques et charges.

Les dotations et les reprises de dépréciation constatées pour risque de non recouvrement de même que les charges couvertes par cette dépréciation sont enregistrées en « Coût du risque » à l'exception des dépréciations relatives aux intérêts sur créances douteuses présentées, comme les intérêts ainsi dépréciés, en « Intérêts et produits assimilés ».

Quand le risque de crédit est identifié, sur des encours non douteux mais présentant une augmentation significative du risque de crédit depuis leur comptabilisation initiale, il est évalué sur la base des pertes de crédit attendues sur leurs durées de vie résiduelles. Ce risque de crédit est constaté soit en diminution des encours à l'actif, soit sous forme de provision au passif si le risque porte sur des engagements pris sur la clientèle. À compter du 1er janvier 2018, les modalités d'évaluation de ces encours non douteux sont ainsi alignées avec celles de la norme IFRS 9 de Statut 2 (S2) retenue pour les comptes consolidés.

4.3.3. Titres

Le terme « titres » recouvre les titres du marché interbancaire, les bons du Trésor et les autres titres de créances négociables, les obligations et les autres valeurs mobilières dites à revenu fixe (c'est-à-dire à rendement non aléatoire), les actions et les autres titres à revenu variable.

Les opérations sur titres sont régies au plan comptable par le règlement n° 2014-07 de l'Autorité des Normes Comptables (ANC) qui définit les règles générales de comptabilisation et de valorisation des titres ainsi que les règles relatives à des opérations particulières de cession comme les cessions temporaires de titres.

Les titres sont classés dans les catégories suivantes : titres de participation et parts dans les entreprises liées, autres titres détenus à long terme, titres d'investissement, titres de l'activité de portefeuille, titres de placement et titres de transaction.

Pour les titres de transaction, de placement, d'investissement ainsi que de l'activité de portefeuille, les risques de défaillance avérés de la contrepartie dont les impacts peuvent être isolés font l'objet de dépréciations. Les mouvements de dépréciations sont inscrits en coût du risque.

La Compagnie de Financement Foncier ne détient pas de titres de transaction, de titres d'activité de portefeuille, ni de titres de placement.

Par ailleurs, en tant que société de crédit foncier, la Compagnie de Financement Foncier ne peut pas détenir de titres de participation. Elle détient seulement une action de la SGFGAS, ce qui lui permet d'acquérir des prêts garantis par l'État, au titre de la SGFGAS. Cette participation a fait l'objet d'une autorisation du régulateur.

Enfin, les cessions de titres sont enregistrées dans les comptes de la Compagnie de Financement Foncier en date de « livraison/règlement » et non en date de transaction.

Titres d'investissement

Ce sont des titres à revenu fixe assortis d'une échéance fixe qui ont été acquis ou reclassés de la catégorie « Titres de placement » avec l'intention manifeste et la capacité de les détenir jusqu'à l'échéance. Les titres ne doivent pas être soumis à une contrainte existante, juridique ou autre, qui serait susceptible de remettre en cause l'intention de détention jusqu'à l'échéance des titres. Le classement en titres d'investissement ne fait pas obstacle à leur désignation comme éléments couverts contre le risque de taux d'intérêt.

Les titres d'investissement sont enregistrés pour leur prix d'acquisition, frais exclus. Lorsqu'ils proviennent du portefeuille de placement, ils sont inscrits à leur prix d'acquisition et les dépréciations antérieurement constituées sont reprises sur la durée de vie résiduelle des titres concernés.

L'écart entre le prix d'acquisition et la valeur de remboursement des titres, ainsi que les intérêts courus attachés à ces derniers, sont enregistrés selon les mêmes règles que celles applicables aux titres de placement à revenu fixe.

Ils peuvent faire l'objet d'une dépréciation s'il existe une forte probabilité que l'établissement ne conserve pas les titres jusqu'à l'échéance en raison de circonstances nouvelles, ou s'il existe des risques de défaillance de l'émetteur des titres. Les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées.

Les titres d'investissement ne peuvent pas, faire l'objet de vente ou de transfert dans une autre catégorie de titres, sauf exceptions répertoriées à l'article 2341-2 du règlement n° 2014-07 de l'Autorité des Normes Comptables (ANC).

Reclassement d'actifs financiers

Dans un souci d'harmonisation et de cohérence avec les normes IFRS, le règlement n° 2014-07 de l'Autorité des Normes Comptables (ANC) spécifie les traitements relatifs aux transferts de titres hors de la catégorie « Titres de transaction » et hors de la catégorie « Titres de placement ».

Le reclassement hors de la catégorie « Titres de transaction », vers les catégories « Titres d'investissement » et « Titres de placement » est désormais possible dans les deux cas suivants :

- dans des situations exceptionnelles de marché nécessitant un changement de stratégie ;
- lorsque des titres à revenu fixe ne sont plus, postérieurement à leur acquisition, négociables sur un marché actif et si l'établissement a l'intention et la capacité de les détenir dans un avenir prévisible ou jusqu'à leur échéance.

Le transfert de la catégorie « Titres de placement » vers la catégorie « Titres d'investissement » est applicable à la date de transfert dans l'une ou l'autre des conditions suivantes :

- dans des situations exceptionnelles de marché nécessitant un changement de stratégie ;
- lorsque les titres à revenu fixe ne sont plus négociables sur un marché actif.

La Compagnie de Financement Foncier n'a procédé à aucun reclassement du portefeuille « Titres de placement » vers le portefeuille « Titres d'investissement », ni au cours de l'exercice 2018, ni au cours des exercices précédents.

Opérations de pension

Les opérations de pension livrée sont comptabilisées conformément aux dispositions du règlement n° 2014-07 de l'Autorité des Normes Comptables (ANC).

Les éléments d'actif mis en pension sont maintenus au bilan du cédant, qui enregistre au passif le montant encaissé, représentatif de sa dette à l'égard du cessionnaire. Le cessionnaire enregistre à l'actif le montant versé représentatif de sa créance à l'égard du cédant. Lors des arrêts comptables, les actifs mis en pension, ainsi que la dette à l'égard du cessionnaire ou la créance sur le cédant, sont évalués selon les règles propres à chacune de ces opérations.

4.3.4. Dettes représentées par un titre

Les dettes représentées par un titre sont présentées selon la nature de leur support : bons de caisse, titres du marché interbancaire et titres de créances négociables, titres obligataires et assimilés, à l'exclusion des titres subordonnés qui sont classés sur une ligne spécifique au passif.

Le capital restant dû des emprunts émis par la Compagnie de Financement Foncier est enregistré au passif du bilan pour le montant brut. Les emprunts en devises sont évalués en euros aux parités constatées en fin d'exercice.

Les intérêts courus non échus attachés à ces titres sont portés dans un compte de dettes rattachées en contrepartie du compte de résultat.

Les frais d'émission sont pris en charge sur la durée de vie des emprunts correspondants. Les primes d'émission et de remboursement sont étalées sur la durée de la vie de l'emprunt par le biais d'un compte de charge à répartir. L'amortissement des frais et des primes d'émission est rapporté au résultat dans le poste « Intérêts et charges assimilées sur obligations et autres titres à revenu fixe ».

Pour les dettes structurées, en application du principe de prudence, seule la partie certaine de la rémunération ou du principal est comptabilisée. Un gain latent n'est pas enregistré. Une perte latente fait l'objet d'une provision. La Compagnie de Financement Foncier n'a pas émis de dettes structurées au 31 décembre 2018.

4.3.5. Provisions

Ce poste recouvre les provisions destinées à couvrir des risques et des charges non directement liés à des opérations bancaires au sens de l'article L. 311-1 du Code Monétaire et Financier et des opérations connexes définies à l'article L. 311-2 de ce même Code, nettement précisés quant à leur objet, et dont le montant ou l'échéance ne peuvent être fixés de façon précise. À moins d'être couverte par un texte spécifique, la constitution de telles provisions est subordonnée à l'existence d'une obligation envers un tiers à la clôture et à l'absence de contrepartie équivalente attendue de ce tiers, conformément aux dispositions du règlement CRC n° 2000-06.

Ce poste comprend notamment les provisions pour risques de contrepartie sur encours sains évoqués au § 4.3.2.

4.3.6. Fonds pour risques bancaires généraux

Ces fonds sont destinés à couvrir les risques inhérents aux activités de l'entité, conformément aux conditions requises par l'article 3 du règlement n° 90-02 du CRBF.

4.3.7. Instruments financiers à terme

Les opérations de couverture et de marché sur des instruments financiers à terme de taux d'intérêt, de change ou d'actions sont enregistrées conformément aux dispositions des règlements n° 2014-07 de l'Autorité des Normes Comptables (ANC).

Les engagements relatifs à ces opérations sont inscrits dans les comptes de hors-bilan pour la valeur nominale des contrats. À la date de clôture, le montant de ces engagements représente le volume des opérations non dénouées à la clôture.

Les instruments détenus par la Compagnie de Financement Foncier sont principalement des contrats d'échange de taux ou de devises (*swaps*), des contrats d'échange de taux futurs (*swaps forward*) et des garanties de taux plafond ou plancher. Tous ces instruments sont traités de gré à gré, (y compris les opérations traitées en Chambre de Compensation – LCH).

La Compagnie de Financement Foncier ne détient pas de contrat ferme sur des marchés organisés ou assimilés.

Les principes comptables appliqués diffèrent selon la nature des instruments et les intentions des opérateurs à l'origine.

Opérations fermes

Les contrats d'échange de taux et assimilés (accords de taux futurs, garantie de taux plafond et plancher) sont classés selon le critère de l'intention initiale dans les catégories suivantes :

- microcouverture (couverture affectée) ;
- macrocouverture (gestion globale de bilan) ;
- positions spéculatives/positions ouvertes isolées ;
- gestion spécialisée d'un portefeuille de transaction.

Les montants perçus ou payés concernant les deux premières catégories sont comptabilisés *prorata temporis* dans le compte de résultat.

Les charges et produits d'instruments utilisés à titre de couverture d'un élément ou d'un ensemble d'éléments homogènes sont enregistrés en résultat de manière symétrique à la prise en compte des produits et charges sur les éléments couverts. Les éléments de résultat de l'instrument de couverture sont comptabilisés dans le même poste que les produits et charges concernant les éléments couverts en « Intérêts et produits assimilés » et « Intérêts et charges assimilées ». Le poste « Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation » est utilisé lorsque les éléments couverts sont inclus dans le portefeuille de négociation.

Les *swaps* de couverture affectée sur crédits sont systématiquement reclassés en position ouverte isolée lorsque le crédit devient douteux.

Les charges et produits relatifs aux instruments financiers à terme ayant pour objet de couvrir et de gérer un risque global de taux sont inscrits *prorata temporis* en compte de résultat au poste « Intérêts et produits assimilés » et « Intérêts et charges assimilées ». Les gains et les pertes latents ne sont pas enregistrés.

Les charges et les produits relatifs à certains contrats constituant des positions ouvertes isolées sont enregistrés dans les résultats au dénouement des contrats ou *prorata temporis* selon la nature de l'instrument. La comptabilisation des plus ou moins-values latentes est fonction de la nature des marchés concernés (organisés et assimilés ou de gré à gré) :

- sur les marchés de gré à gré, les pertes latentes éventuelles, constatées par rapport à la valeur de marché, font l'objet d'une provision. Les plus-values latentes ne sont pas enregistrées ;
- sur les marchés organisés ou assimilés, les instruments bénéficient d'une cotation permanente et d'une liquidité suffisante pour justifier leur valorisation au prix de marché. Les plus-values latentes ne sont pas enregistrées.

La Compagnie de Financement Foncier ne détient pas de contrats relevant de la gestion spécialisée d'un portefeuille de transaction ou de position ouverte isolée.

Les soultes de résiliation ou d'assignation sont comptabilisées comme suit :

- pour les opérations classées en gestion spécialisée ou en position ouverte isolée, les soultes sont rapportées immédiatement en compte de résultat ;
- pour les opérations de microcouverture et de macrocouverture, les soultes sont soit amorties sur la durée de vie résiduelle de l'élément anciennement couvert, soit rapportées immédiatement en compte de résultat.

Lors d'une cession d'un élément microcouvert ; la soulte de résiliation du swap associé et, le cas échéant, la soulte de conclusion non amortie sont inscrites en résultat dans le même agrégat comptable que celui qui a enregistré le résultat de cession de l'élément couvert.

Opérations conditionnelles

Le montant notionnel de l'instrument sous-jacent sur lequel porte l'option ou le contrat à terme est enregistré en distinguant les contrats de couverture des contrats négociés dans le cadre d'opérations de marché.

Pour les opérations sur options de taux d'intérêt, de change ou sur actions, les primes payées ou encaissées sont enregistrées en compte d'attente. À la clôture de l'exercice, ces options font l'objet d'une valorisation portée en compte de résultat dans le cas de produits cotés sur un marché organisé ou assimilé. Pour les marchés de gré à gré, seules les moins-values font l'objet d'une provision et les plus-values latentes ne sont pas enregistrées. Lors de la revente, du rachat, de l'exercice ou à l'expiration, les primes sont enregistrées immédiatement en compte de résultat.

Pour les opérations de couverture, les produits et charges sont rapportés de manière symétrique à ceux afférents à l'élément couvert. Les instruments conditionnels vendeurs ne sont pas éligibles au classement en macrocouverture.

Les marchés de gré à gré peuvent être assimilés à des marchés organisés lorsque les établissements qui jouent le rôle de mainteneurs de marchés garantissent des cotations permanentes dans des fourchettes réalistes ou lorsque des cotations de l'instrument financier sous-jacent s'effectuent elles-mêmes sur un marché organisé.

Au 31 décembre 2018, la Compagnie de Financement Foncier n'a enregistré aucune garantie de taux en position ouverte isolée.

4.3.8. Intérêts et assimilés – Commissions

Les intérêts et les commissions assimilables par nature à des intérêts sont enregistrés en compte de résultat *prorata temporis*.

Le groupe a choisi l'option suivante concernant les intérêts négatifs :

- lorsque la rémunération d'un actif est négative, elle est présentée au compte de résultat en diminution des produits d'intérêts ;
- lorsque la rémunération d'un passif est positive, elle est présentée au compte de résultat en diminution des charges d'intérêts.

Les commissions et coûts liés à l'octroi ou à l'acquisition d'un concours sont notamment assimilés à des compléments d'intérêts et sont étalés sur la durée de vie effective du crédit au prorata du capital restant dû.

Les autres commissions sont enregistrées selon la nature de la prestation :

- commissions rémunérant une prestation instantanée : enregistrement lors de l'achèvement des prestations ;
- commissions rémunérant une prestation continue ou discontinue avec plusieurs échéances successives échelonnées : enregistrement au fur et à mesure de l'exécution de la prestation.

4.3.9. Revenus des titres

Les revenus d'obligations ou des titres de créances négociables sont comptabilisés pour la partie courue dans l'exercice. Il en est de même pour les titres supersubordonnés à durée indéterminée répondant à la définition d'un instrument de fonds propres prudentiels *Tier 1*. Le Groupe considère en effet que ces revenus ont le caractère d'intérêts.

4.3.10. Impôt sur les bénéfices

La Compagnie de Financement Foncier a opté pour la comptabilisation des impôts différés dans ses comptes sociaux. Cette option s'applique, selon le principe d'universalité, à l'ensemble des différences temporaires générées sur les actifs et les passifs.

La charge d'impôt figurant au compte de résultat comprend donc la charge d'impôt sur les sociétés, la charge d'impôt différé constatée sur les différences temporaires et les mouvements des provisions pour impôts.

La Compagnie de Financement Foncier fait partie du périmètre d'intégration fiscale de BPCE et du sous-groupe conventionnel Crédit Foncier. En application de la convention d'intégration fiscale signée le 18 novembre 2014, la charge d'impôt exigible est calculée et comptabilisée comme en l'absence d'intégration fiscale. En cas de déficit fiscal, la Compagnie de Financement Foncier percevra du Crédit Foncier un produit d'impôt égal à l'économie d'impôt sur les sociétés procurée au Crédit Foncier du fait de l'utilisation de son déficit fiscal et sera privée, en conséquence, du report de son déficit pour la détermination ultérieure de sa charge d'impôt sur les sociétés.

Au 31 décembre 2018, la Compagnie de Financement Foncier a constaté une charge d'impôt totale de 67,6 M€.

4.3.11. Contribution aux mécanismes de résolution bancaire

Les modalités de constitution du fonds de garantie des dépôts et de résolution ont été modifiées par un arrêté du 27 octobre 2015. En 2016, l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution (ACPR), dans sa décision n°2016-C-51 du 10 octobre 2016, a arrêté une méthode de calcul par stock des contributions pour le mécanisme des dépôts. L'ensemble des contributions pour les mécanismes dépôts, titres et cautions versées soit sous forme de dépôts remboursables, de certificats d'association ou de certificats d'associé représente un montant de 2 k€.

La directive 2014/59/UE dite BRRD (*Bank Recovery and Resolution Directive*) qui établit un cadre pour le redressement et la résolution des établissements de crédit et des entreprises d'investissement et le règlement européen 806/2014 (règlement MRU) ont instauré la mise en place d'un fonds de résolution à partir de 2015. En 2016, ce fonds devient un Fonds de Résolution Unique (FRU) entre les États membres participants au Mécanisme de surveillance unique (MSU). Le FRU est un dispositif de financement de la résolution à la disposition de l'autorité de résolution (Conseil de résolution unique). Celle-ci pourra faire appel à ce fonds dans le cadre de la mise en œuvre des procédures de résolution.

En 2018, conformément au règlement délégué 2015/63 et au règlement d'exécution 2015/81 complétant la directive BRRD sur les contributions ex-ante aux dispositifs de financement pour la résolution, le Conseil de résolution unique a déterminé les contributions pour l'année 2018. Pour 2018, le montant des contributions versées à la disposition du fonds représente 14 M€ dont 12 M€ comptabilisés en charge et 2 M€ sous forme de dépôts de garantie espèces qui sont inscrits à l'actif du bilan (15 % sous forme de dépôts de garantie espèces). Le cumul des contributions inscrites à l'actif du bilan s'élève à 8 M€ au 31 décembre 2018.

5. Autres informations

5.1. Consolidation

En référence à l'article 4111-1 du règlement n° 2014-07 de l'Autorité des Normes Comptables (ANC), la Compagnie de Financement Foncier n'établit pas de comptes consolidés.

Les comptes individuels de la Compagnie de Financement Foncier sont intégrés dans les comptes consolidés du groupe Crédit Foncier et dans ceux du Groupe BPCE.

5.2. Rémunérations, avances

Les rémunérations versées en 2018 aux organes de direction correspondent aux jetons de présence.

5.3. Implantations dans les pays non coopératifs

L'article L. 511-45 du Code Monétaire et Financier et l'arrêté du Ministre de l'économie du 6 octobre 2009 imposent aux établissements de crédit de publier en annexe à leurs comptes annuels des informations sur leurs implantations et leurs activités dans les États ou territoires qui n'ont pas conclu avec la France de convention d'assistance administrative en vue de lutter contre la fraude et l'évasion fiscales permettant l'accès aux renseignements bancaires.

Ces obligations s'inscrivent dans le contexte mondial de lutte contre les territoires non fiscalement coopératifs, issu des différents travaux et sommets de l'OCDE, mais participent également à la prévention du blanchiment des capitaux et du financement du terrorisme.

Au 31 décembre 2018, la Compagnie de Financement Foncier n'exerce pas d'activité et n'a pas recensé d'implantation dans les territoires non fiscalement coopératifs.

VI. — Notes annexes

Note 1. Prêts et créances sur les établissements de crédit

(en k€)	31/12/2018	31/12/2017	31/12/2016
Créances à vue sur les établissements de crédit	56 663	151 078	244 151
Comptes ordinaires débiteurs	56 663	42 025	28 398
Comptes et prêts au jour le jour			
Valeurs non imputées (à vue)		109 053	215 753
Créances rattachées			
Créances à terme sur les établissements de crédit	26 393 031	28 610 318	20 583 753
Comptes et prêts à terme	911 734	1 024 631	1 121 802
Créances garanties par L. 211-38 (voir détail en note 1 bis)	25 443 649	27 549 881	19 426 941
Titres reçus en pension livrée			
Prêts subordonnés et prêts participatifs			
Créances rattachées	37 648	35 807	35 010
Créances douteuses			
Montant brut des prêts et créances sur établissements de crédit	26 449 694	28 761 396	20 827 904
Dépréciations des créances douteuses			
Dépréciations des créances douteuses			
Montant net des prêts et créances sur établissements de crédit	26 449 694	28 761 396	20 827 904
Détail des créances à terme (Groupe/Hors Groupe)			
Comptes et prêts à terme			
<i>dont opérations Groupe</i>			
<i>dont opérations Hors Groupe</i>	911 734	1 024 631	1 121 802
Créances garanties			
<i>dont opérations Groupe</i>	25 443 649	27 549 881	19 426 941
<i>dont opérations Hors Groupe</i>			
Créances rattachées			
<i>dont opérations Groupe</i>	13 129	14 822	12 865
<i>dont opérations Hors Groupe</i>	24 519	20 984	22 145
Créances Groupe	25 456 778	27 564 703	19 439 806
Créances Hors Groupe	936 253	1 045 615	1 143 947
Total	26 393 031	28 610 318	20 583 753
Détail des créances à vue (Groupe/Hors Groupe)			
Comptes et prêts à vue			
<i>dont opérations Groupe</i>	51 403	40 298	28 242
<i>dont opérations Hors Groupe</i>	5 260	1 727	155
Créances rattachées			
<i>dont opérations Groupe</i>			
<i>dont opérations Hors Groupe</i>			
Valeurs non imputées			
<i>dont opérations Groupe (au palier Crédit Foncier)</i>		108 358	215 734
<i>dont opérations Hors Groupe</i>		695	20
Créances Groupe	51 403	148 657	243 976
Créances Hors Groupe	5 260	2 421	175
Total	56 663	151 078	244 151

Note 1 bis. Répartition des encours de créances à terme sur les établissements de crédit

(en k€)	31/12/2018			31/12/2017	31/12/2016
	Valeur brute	Dépréciations	Valeur nette	Valeur nette	Valeur nette
Créances à terme					
Refinancement habitat aidé					
Refinancement habitat concurrentiel					
Personnes publiques	936 253		936 253	1 045 615	1 143 947
Autres prêts aux établissements de crédit*	25 456 778		25 456 778	27 564 703	19 439 806
Créances à terme douteuses					
Montant net des prêts et créances sur établissements de crédit	26 393 031	0	26 393 031	28 610 318	20 583 753
* dont :					
Valeurs de remplacement sous L. 211-38, avec BPCE	6 600 000		6 600 000	6 600 000	6 600 000
Prêts garantis par des créances (SPT, Particuliers, Corporates) sous L. 211-38, avec Crédit Foncier	16 354 500		16 354 500	18 443 500	10 303 000
Prêts garantis par des créances SPT sous L. 211-38, avec BPCE, des Caisses d'Épargne et Banques	2 489 149		2 489 149	2 506 381	2 523 941

Populaires					
Créances rattachées et autres	13 129		13 129	14 822	12 865
Total	25 456 778	0	25 456 778	27 564 703	19 439 806

Note 2. Prêts et créances sur la clientèle

(en k€)	Créances saines			Créances douteuses			Dépréciations des créances à la clientèle (4)			Montants Nets		
	31/12/18	31/12/17	31/12/16	31/12/18	31/12/17	31/12/16	31/12/18	31/12/17	31/12/16	31/12/18	31/12/17	31/12/16
Comptes ordinaires débiteurs												
Concours à la clientèle	38 166 567	37 298 347	40 925 204	1 568 790	1 431 257	1 417 841	92 196	90 108	105 882	39 643 161	38 639 497	42 237 163
Prêts à la clientèle financière	238 538	240 094								238 538	240 094	
Crédits à l'exportation	625 859	936 109	1 063 370							625 622	936 109	1 063 370
Crédits de trésorerie (1)	5 314 417	5 900 528	6 973 638	2 912	100	- 31	1 448	44	34	5 315 880	5 900 584	6 973 573
Crédits à l'équipement (2)	31 889 223	30 106 387	32 755 152	1 563 145	1 428 140	1 414 809	90 474	90 027	105 822	33 361 894	31 444 500	34 064 139
Crédits à l'habitat												
Autres crédits à la clientèle	2 703	3 241	4 010	77	285	35	36	37	26	2 744	3 489	4 020
Valeurs non imputées	21	24	106							21	24	106
Créances rattachées	95 807	111 964	128 927	2 656	2 732	3 028				98 462	114 696	131 955
Total général (3)	38 166 567	37 298 347	40 925 204	1 568 790	1 431 257	1 417 841	92 196	90 108	105 882	39 643 161	38 639 497	42 237 163

Parmi les créances, les créances restructurées représentent un montant de 502,9 M€ au 31 décembre 2018 dont 115,7 M€ sont classées en encours sains.

NB : La Compagnie de Financement Foncier ne recense aucune créance intragroupe sur les concours à la clientèle.

(1) En 2007, la Société a acheté les créances sur le Secteur public territorial d'Ixis CIB, devenu Natixis, qui comprennent des ouvertures de crédit permanent qui s'élèvent à 622,8 M€ au 31 décembre 2018 contre 942,2 M€ au 31 décembre 2017.

(2) Les crédits à l'équipement représentent des prêts aux collectivités territoriales.

(3) Les créances sur la clientèle éligibles au refinancement de la Banque Centrale s'élèvent à 2,9 Md€ au 31 décembre 2018 en capitaux restant dus. Ce montant s'élève à 1,8 Md€ après haircut et contrainte de surdimensionnement.

(4) Les dépréciations des créances à la clientèle regroupent d'une part, les dépréciations sur créances douteuses pour 78,78 M€ et d'autre part, les dépréciations au titre des augmentations significatives du risque crédit sur les créances saines pour 13,42 M€. Au 31 décembre 2017, les créances saines sur opération avec la clientèle de 37 298,34 M€ donnaient lieu à des provisions collectives et/ou sectorielles au passif de 15,87 M€.

Note 2 bis A. Dépréciations et provisions constituées en couverture de risque crédit

(en k€)	31/12/2016 retraité(4)	Dotations	Reprises	31/12/2017	Reclassement	Dotations	Reprises	Reprises utilisées	31/12/2018
Dépréciations inscrites en déduction des éléments d'actif									
Crédits à la clientèle et sur établissements de crédit (1) (2)	105 882	90 108	- 105 882	90 108	429	91 767	- 90 108		92 196
Provisions inscrites au passif									
Crédits à la clientèle, sur établissements de crédit et sur titres (3)	19 377		- 3 511	15 866		698	- 15 866		698
Total	125 259	90 108	- 109 393	105 974	429	92 465	- 105 974	0	92 894

(1) Les dépréciations des créances sont évaluées en valeur actualisée, conformément aux dispositions du Règlement n° 2014-07 de l'ANC.

(2) En accord avec le règlement ANC n°2014-07, la Compagnie de Financement Foncier comptabilise désormais à chaque clôture annuelle ses flux de dépréciations en stock cumulé : reprise intégrale des montants de dépréciations de l'exercice précédent et dotation intégrale des mouvements de l'exercice en cours.

(3) Une provision pour risque est constituée sur le périmètre des engagements non douteux, inscrits au hors-bilan, pour lesquels les informations disponibles permettent d'anticiper un risque de défaillance et de pertes à l'échéance.

(4) Retraitement du stock du 31 décembre 2016, en cohérence avec la note 2. Pour rappel, le montant publié « en dépréciations inscrites en déduction des éléments d'actif » est de 113 446 k€.

Note 2 bis B. Surcotes – décotes sur créances acquises

(en k€)	31/12/2016	Reclassement – Régularisation	Nouvelles entrées	Étalement	31/12/2017	Reclassement – Régularisation	Nouvelles entrées	Étalement	31/12/2018
Créances sur les établissements de crédit									
Surcotes	37 175			- 10 238	26 937			- 17 407	9 530
Décotes									
Net	37 175			- 10 238	26 937			- 17 407	9 530
Crédits à la clientèle									
Créances saines									
Surcotes	1 599 344	- 18 746		- 438 826	1 141 772	- 23 973	55 948	- 221 884	951 863

Décotes	- 934 022	11 172	- 491 767	138 134	- 1 276 483	18 768	- 317 698	135 970	- 1 439 443
Créances douteuses									
Surcotes	35 159	18 746		- 15 873	38 032	23 973		- 18 666	43 339
Décotes	- 28 473	- 11 208		10 953	- 28 728	- 18 768		11 936	- 35 560
Net	672 008	- 36	- 491 767	- 305 612	- 125 407		- 261 750	- 92 644	- 479 801
Total	709 183	- 36	- 491 767	- 315 850	- 98 470	0	- 261 750	- 110 051	- 470 271

Note 2 Ter. Répartition des encours de crédit clientèle

(en k€)	31/12/2018			31/12/2017	31/12/2016
	Brut	Dépréciations	Net	Net	Net
Créances hypothécaires France	30 597 101	7 883	30 589 218	28 505 379	30 991 320
Emprunteurs publics	7 508 286	5 407	7 502 879	8 714 449	9 844 176
Secteur public France	5 934 539	5 407	5 929 132	7 100 658	8 151 775
Habitat social	972 440	496	971 944	1 180 303	1 496 506
Secteur public territorial (SPT)	4 961 114	4 911	4 956 203	5 898 494	6 650 719
Souverain France	986		986	21 861	4 550
Partenariat Public Privé (PPP)	620 741		620 741	630 520	639 912
Emprunteurs publics internationaux	953 005		953 005	983 271	1 052 489
Secteur public international (SPI)	953 005		953 005	983 271	1 052 489
Souverain International					
Expositions hypothécaires commerciales	61 179	127	61 052	78 519	89 708
Autres					
Sous total créances clientèle saines	38 166 567	13 417	38 153 150	37 298 347	40 925 204
Créances douteuses	1 568 790	78 779	1 490 011	1 341 149	1 311 959
Total Créances Clientèle	39 735 357	92 196	39 643 161	38 639 497	42 237 163

La présentation des encours de crédits a été alignée en 2016 sur la répartition du tableau des expositions au risque de crédit.

L'encours des créances du secteur concurrentiel comprend 18,73 Md€ de prêts garantis par la SGFGAS.

Note 2 Quater. Tableau de répartition des encours douteux de crédit

31 décembre 2018 (en k€)	Total créances douteuses			Dont créances douteuses compromises		
	Brut	Dépréciations	Net	Brut	Dépréciations	Net
Créances hypothécaires France	1 491 658	77 652	1 414 006	811 182	59 067	752 115
Emprunteurs publics	4 697	247	4 450	1 255	204	1 051
Secteur public France	4 697	247	4 450	1 255	204	1 051
Habitat social	1 306	241	1 065	1 240	204	1 036
Secteur public territorial (SPT)	3 391	6	3 385	15		15
Souverain France						
Partenariat Public Privé (PPP)						
Emprunteurs publics internationaux						
Secteur public international (SPI)						
Souverain International						
Expositions hypothécaires commerciales	72 435	880	71 555	70 434		70 434
Sous total créances clientèle douteuses	1 568 790	78 779	1 490 011	882 871	59 271	823 600

L'encours des créances douteuses du secteur concurrentiel comprend 896 M€ de prêts garantis par la SGFGAS.

Conformément au règlement n° 2014-07 de l'ANC, les encours douteux compromis n'intègrent pas les prêts qui bénéficient d'une garantie couvrant la quasi-totalité des risques. Il s'agit notamment des prêts du secteur aidé et des prêts bénéficiant de la garantie du FGAS.

31 décembre 2017 (en k€)	Total créances douteuses			Dont créances douteuses compromises		
	Brut	Dépréciations	Net	Brut	Dépréciations	Net
Créances hypothécaires France	1 359 698	89 094	1 270 604	895 643	72 381	823 262
Emprunteurs publics	2 284	93	2 191	1 373	7	1 366
Secteur public France	2 284	93	2 191	1 373	7	1 366
Habitat social	1 463	83	1 380	1 351	7	1 344
Secteur public territorial (SPT)	821	10	811	22		22
Souverain France						
Partenariat Public Privé (PPP)						
Emprunteurs publics internationaux						
Secteur public international (SPI)						
Souverain International						
Expositions hypothécaires commerciales	69 275	921	68 354	66 800		66 800
Sous total créances clientèle douteuses	1 431 257	90 108	1 341 149	963 816	72 388	891 428

L'encours des créances douteuses du secteur concurrentiel comprend 791 M€ de prêts garantis par la SGFGAS.

Conformément au règlement n° 2014-07 de l'ANC, les encours douteux compromis n'intègrent pas les prêts qui bénéficient d'une garantie couvrant la quasi-totalité des risques. Il s'agit notamment des prêts du secteur aidé et des prêts bénéficiant de la garantie du FGAS.

31 décembre 2016 (en k€)	Total créances douteuses			Dont créances douteuses compromises		
	Brut	Dépréciations	Net	Brut	Dépréciations	Net
Créances hypothécaires France	1 345 141	104 795	1 240 346	495 577	78 728	416 849
Emprunteurs publics	5 571	166	5 405	616	7	609
Secteur public France	5 571	166	5 405	616	7	609
Habitat social	4 303	85	4 218	616	7	609
Secteur public territorial (SPT)	1 268	81	1 187			
Souverain France						
Partenariat Public Privé (PPP)						
Emprunteurs publics internationaux						
Secteur public international (SPI)						
Souverain International						
Expositions hypothécaires commerciales	67 129	921	66 208			
Sous total créances clientèle douteuses	1 417 841	105 882	1 311 959	496 193	78 735	417 458

L'encours des créances douteuses du secteur concurrentiel comprend 721 M€ de prêts garantis par la SGFGAS.

Conformément au règlement n° 2014-07 de l'ANC, les encours douteux compromis n'intègrent pas les prêts qui bénéficient d'une garantie couvrant la quasi-totalité des risques. Il s'agit notamment des prêts du secteur aidé et des prêts bénéficiant de la garantie du FGAS.

Note 3. Titres de placement et d'investissement

(en k€)	31/12/2018			31/12/2017			31/12/2016		
	Titres de placement	Titres d'investissement	Total	Titres de placement	Titres d'investissement	Total	Titres de placement	Titres d'investissement	Total
Effets publics et valeurs assimilées*		3 230 668	3 230 668		3 318 975	3 318 975		3 410 338	3 410 338
Créances rattachées		40 331	40 331		45 419	45 419		45 085	45 085
Sous total		3 270 999	3 270 999		3 364 394	3 364 394		3 455 424	3 455 424
Obligations*		4 504 696	4 504 696		4 455 353	4 455 353		5 334 220	5 334 220
Titres du marché interbancaire (Billets Hypothécaires)*							7 321 281		7 321 281
Titres de créances négociables									
Parts de Titrisation*									
Créances rattachées		61 163	61 163		56 231	56 231	3 537	65 950	69 487
Sous total		4 565 859	4 565 859		4 511 584	4 511 584	7 324 818	5 400 170	12 724 987
Créances douteuses y compris créances rattachées									
Montants bruts	0	7 836 858	7 836 858	0	7 875 978	7 875 978	7 324 818	8 855 594	16 180 411
Dépréciations sur titres revenu fixe									
Montants nets	0	7 836 858	7 836 858	0	7 875 978	7 875 978	7 324 818	8 855 594	16 180 411

* dont :

	31/12/2018	31/12/2017	31/12/2016
Titres cotés	7 362 376	7 346 859	8 292 594
Titres non cotés	372 989	427 469	7 773 244
Total hors créances rattachées	7 735 365	7 774 328	16 065 838

Les titres cotés sont pour l'essentiel des titres en euros mobilisables à la BCE, ainsi que les titres cotés en devises. Les titres non cotés sont à présent uniquement constitués d'obligations.

En application du règlement n° 2014-07 de l'ANC, la juste valeur globale du portefeuille d'investissement représente au 31 décembre 2018 un montant de 8 717,42 M€, hors créances rattachées.

Les plus-values latentes sur les titres d'investissement s'élèvent à 1 118,44 M€ au 31 décembre 2018, avant swaps. Au 31 décembre 2017, les plus values latentes sur les titres d'investissement s'élevaient à 1 354,67 M€, avant swaps.

Les moins-values latentes sur les titres d'investissement s'élèvent à 136,39 M€ au 31 décembre 2018, avant swaps. Au 31 décembre 2017, les moins values latentes sur les titres d'investissement s'élevaient à 207,73 M€, avant swaps.

La Société n'a procédé à aucun reclassement de titres vers le portefeuille « Titres d'investissement » ni au cours de l'exercice 2018, ni au cours des exercices précédents.

Note 3 bis. Risque souverain

Au 31 décembre 2018, les expositions nettes de la Compagnie de Financement Foncier au titre du risque souverain sur ces pays sont les suivantes :

Titres d'Investissement (en M€)	31/12/2018			31/12/2017			31/12/2016		
	Valeur comptable	Valeur de marché	Valeur après swap*	Valeur comptable	Valeur de marché	Valeur après swap*	Valeur comptable	Valeur de marché	Valeur après swap*

Italie	2 187,7	2 529,3	1 597,6	2 267,4	2 708,3	1 878,9	2 305,4	2 734,5	1 786,3
Pologne	367,3	436,0	295,3	341,5	392,5	269,6	373,6	417,1	248,4
Total	2 555,0	2 965,3	1 892,9	2 608,9	3 100,8	2 148,5	2 679,0	3 151,6	2 034,7

* Juste valeur du titre après prise en compte de la valeur du swap de microcouverture.

Les valeurs données ci-dessus sont hors créances rattachées. Les valeurs comptables sont valorisées au cours de clôture lorsque les titres sont en devises.

Les dates de maturité des expositions nettes en valeur nominale au 31 décembre 2018 sont présentées ci-dessous :

	Maturité résiduelle			
	1 an	7 ans	> 8 ans et < 10 ans	> 10 ans
Italie		292,0	789,0	937,5
Pologne		168,1		199,2
Total	0,0	460,1	789,0	1 136,7

L'exposition globale de la Compagnie de Financement Foncier sur le Secteur public international est recensée par ailleurs dans le rapport sur la gestion des risques.

Note 3 Ter. Immobilisations financières

(en k€)	Brut 31/12/2016	Acquisitions	Cessions/ Remboursements*	Reclassements	Variation courante	Variation cours de change
Titres d'investissement	8 744 558		- 369 210		- 120 461	- 480 560
Total	8 744 558	0	- 369 210		- 120 461	- 480 560
Créances rattachées	111 035				- 9 385	
Total général	8 855 593	0	- 369 210	0	- 129 846	- 480 560

(en k€)	Brut 31/12/2017	Acquisitions	Cessions/ Remboursements*	Reclassements	Variation courante	Variation cours de change	Brut 31/12/2018
Titres d'investissement	7 774 328		- 67 000		- 155 449	183 486	7 735 365
Total	7 774 328	0	- 67 000		- 155 449	183 486	7 735 365
Créances rattachées	101 650				- 156		101 494
Total général	7 875 978	0	- 67 000	0	- 155 605	183 486	7 836 859

* Les cessions ont été réalisées conformément aux possibilités offertes par le règlement n° 2014-07 de l'Autorité des Normes Comptables (ANC), article n° 2341-2, notamment dans les cas de contraintes réglementaires.

Ces données sont valorisées avant swap, au cours de change en date de clôture.

Note 4. Autres actifs

(en k€)	31/12/2018	31/12/2017	31/12/2016
Instruments conditionnels achetés			
Comptes de règlement relatifs aux opérations sur titres			1 083
Débiteurs divers	52 591	214 855	7 092
Dépôts versés sur opérations de collatéralisation			
Autres dépôts et cautionnements (1)	8 021	5 899	3 946
Créances d'intégration fiscale (2)		194 060	
Autres débiteurs divers	44 570	14 895	3 146
Compte spécial de bonification			
Total	52 591	214 855	8 175

(1) Au 31 décembre 2018, ce poste comprend principalement les dépôts de garantie au titre de 2015, 2016, 2017 et 2018 appelés par le Fonds de Résolution Unique (FRU) pour 8 020 k€.

(2) La créance figurant au 31 décembre 2017 représente l'indemnité due par le Crédit Foncier au titre de l'économie d'impôt sur les sociétés à raison du déficit fiscal constaté en 2017 et de la réallocation par BPCE d'une charge d'impôt sur les exercices 2013 à 2016.

Note 5. Comptes de régularisation actif

(en k€)	31/12/2018	31/12/2017	31/12/2016
Comptes d'encaissement			
Charges à répartir	233 554	222 699	210 323
Primes d'émission et de remboursement des titres à revenu fixe	233 554	222 699	210 323
Autres charges à répartir			
Charges constatées d'avance	1 121 149	1 275 389	1 465 050
Soulttes de swaps payées à étaler	1 121 149	1 275 389	1 465 050
Autres charges constatées d'avance			
Produits à recevoir	433 537	465 213	565 218
Intérêts courus non échus sur contrats d'échange (swaps)	433 537	465 213	565 192
Autres produits à recevoir			26
Autres comptes de régularisation actif	188 848	241 561	454 405

Domiciliations à encaisser	1 585	1 857	- 3 274
Actif d'impôts différés	186 557	228 991	444 814
Comptes d'ajustement devises			
Autres comptes de régularisation*	707	10 713	12 866
Total	1 977 089	2 204 862	2 694 997

* Essentiellement composé de comptes de passage ou de relations financières avec le Crédit Foncier.

Note 6. Dettes envers les établissements de crédit

(en k€)	31/12/2018	31/12/2017	31/12/2016
Dettes à vue sur les établissements de crédit (1)	159		355
Comptes à vue des établissements de crédit	159		
Emprunts au jour le jour auprès des établissements de crédit			
Autres sommes dues aux établissements de crédit			355
Dettes rattachées			
Dettes à terme sur les établissements de crédit (2)	6 601 432	7 945 176	8 777 695
Emprunts et comptes à terme	5 051 057	6 227 489	5 148 342
Valeurs données en pension			
Titres donnés en pension	1 549 272	1 717 299	3 628 236
Dettes rattachées	1 103	388	1 117
Total	6 601 591	7 945 176	8 778 050
(1) Détail des dettes à vue (Groupe/Hors Groupe)	159		355
Dont Groupe			
Autres sommes dues aux établissements de crédit			
Emprunts au jour le jour auprès des établissements de crédit			
Dettes rattachées			
Dont Hors Groupe	159		355
Autres sommes dues aux établissements de crédit	159		355
(2) Détail des dettes à terme (Groupe/Hors Groupe)	6 601 432	7 945 176	8 777 695
Dont Groupe	6 512 830	7 945 176	8 777 695
Emprunts et comptes à terme	4 963 558	6 227 877	5 149 459
Titres donnés en pension livrée	1 549 272	1 717 299	3 628 236
Dont Hors Groupe	88 602		
Emprunts et comptes à terme	88 602		
Refinancement Banque de France (pool 3G)			
Autres emprunts à terme			
Titres donnés en pension livrée			
Dettes rattachées			
Sous total des dettes Groupe	6 512 830	7 945 176	8 777 695
Sous total des dettes Hors Groupe	88 761		355
Total général	6 601 591	7 945 176	8 778 050

Note 7. Dettes représentées par un titre

(en k€)	31/12/2018	31/12/2017	31/12/2016
Titres de créances négociables	150 000	150 000	150 000
Dettes rattachées	1 865	1 533	1 243
TCN et dettes rattachées	151 865	151 533	151 243
Obligations foncières	62 653 800	62 559 580	66 437 242
Dettes rattachées	741 372	813 646	985 310
Obligations foncières et dettes rattachées	63 395 172	63 373 226	67 422 552
Total	63 547 037	63 524 759	67 573 795

La totalité de ces dettes est constituée de ressources bénéficiant du privilège défini à l'article L. 513-11 du CMF (« privilège » des obligations foncières).

Note 8. Autres passifs

(en k€)	31/12/2018	31/12/2017	31/12/2016
Instruments conditionnels vendus			
Créditeurs divers	1 065 354	1 580 629	2 218 043
Dépôts reçus sur opérations de collatéralisation	882 205	1 410 462	2 021 034
Appels de marge sur opération de pension			
Dettes fournisseurs	35 204	70 072	65 438
Dettes d'intégration fiscale (1)	12 853		215
Autres dettes fiscales et sociales	- 2	85	1 652
Autres créditeurs divers	39 784	13 556	58 199
Compte spécial de bonification	95 310	86 454	71 505

Fonds publics affectés (2)	42 177	43 318	43 216
Total	1 107 531	1 623 947	2 261 259
(1) Impôt sur les sociétés dû au Crédit Foncier (intégration fiscale)	12 853		215
(2) dont secteur aidé	37 461	36 975	32 847

Note 9. Comptes de régularisation passif

(en k€)	31/12/2018	31/12/2017	31/12/2016
Comptes d'encaissement	3	159	52
Produits constatés d'avance	1 111 732	1 286 462	1 619 769
Subventions PAS et anciens PTZ	25 749	38 970	56 053
Soulttes de <i>swaps</i> perçues à étaler	1 019 774	1 180 112	1 478 964
Autres produits constatés d'avance	66 209	67 380	84 752
Charges à payer	175 377	166 302	208 820
Intérêts courus non échus sur dérivés (<i>swaps</i>)	168 563	161 641	203 529
Autres charges à payer	6 814	4 661	5 291
Autres comptes de régularisation passif	918 229	635 735	685 974
Comptes d'ajustement devises*	866 397	532 239	609 832
Divers	51 832	103 496	76 142
Total	2 205 340	2 088 657	2 514 616

* Cette rubrique permet de rétablir l'équilibre entre les actifs et les passifs, suite à la constatation au compte de résultat de gains ou de pertes relatifs à l'évaluation des opérations de hors-bilan en devises. Une rubrique similaire figure en note 5.

Note 10. Provisions

(en k€)	31/12/2018	31/12/2017	31/12/2016
Provisions pour risques de contrepartie	698	15 866	19 377
Provisions pour risques de contrepartie sur encours sains	444	15 866	19 377
Provisions sectorielles			
Provisions pour risques d'exécution des engagements par signature	254		
Provisions pour litiges	5 258	2 228	
Litiges fiscaux			
Autres litiges	5 258	2 228	
Autres provisions	603	823	1 058
Autres provisions*	603	823	1 058
Total	6 559	18 917	20 435

* Il s'agit d'une provision correspondant à une estimation d'un amortissement accéléré de plusieurs soulttes de résiliation.

Mouvements de la période (en k€)	31/12/2017	Mouvements 2018				31/12/2018
		Dotations	Reprises		Autres mouvements	
			Utilisées	Non utilisées		
Provisions pour risques de contrepartie	15 866	444		15 866		698
Provisions pour risques de contrepartie sur encours sains	15 866	444		15 866		444
Provisions sectorielles						
Provisions pour risques d'exécution des engagements par signature		254				254
Provisions pour litiges	2 228	3 030				5 258
Litiges fiscaux						
Autres litiges	2 228	3 030				5 258
Autres provisions	823	- 219				603
Autres provisions	823	- 219				603
Total	18 917	3 254	0	15 866	0	6 559

Note 11. Évolution des capitaux propres

(en k€)	À nouveau 01/01/2017	Affectations	Variations de capital et de réserves		Montant au 31/12/2017	Affectations	Variations de capital et de réserves		Montant au 31/12/2018
			Dividendes payés en actions	Autres variations			Dividendes payés en actions	Autres variations	
Capital social*	2 537 460				2 537 460				2 537 460
Primes d'apport*	343 002				343 002				343 002
Réserves									
Réserve légale	58 951	4 684			63 635	2 911			66 546
Réserve générale	55 517				55 517				55 517
Réserves réglementées dont :									

<i>Réserves réglementées de réévaluation</i> <i>Réserves spéciales des plus-values long terme</i> Report à nouveau	91 889	- 4 576			87 313	- 2 909		84 404
Situation nette avant résultat de l'exercice	3 086 820				3 086 927			3 086 929
Résultat de l'exercice avant répartition	93 676	- 93 676			58 205	- 58 205		89 784
Situation nette après résultat de l'exercice Dividendes distribués	3 180 495	93 568			3 145 132	58 203		3 176 713

(en k€)	À nouveau 01/01/2017	Affectations	Variations de provisions		Montant au 31/12/2017	Affectations	Variations de provisions		Montant au 31/12/2018
			Dotations	Reprises			Dotations	Reprises	
Provision spéciale de réévaluation Autres provisions réglementées Provisions réglementées									
Montant des capitaux propres avant répartition	3 180 495				3 145 132				3 176 713

(en k€)	À nouveau 01/01/2017	Affectations	Variations de FRBG		Montant au 31/12/2017	Affectations	Variations de FRBG		Montant au 31/12/2018
			Dotations	Reprises			Dotations	Reprises	
Fonds pour risques bancaires généraux	20 000				20 000				20 000
Total	3 200 495				3 165 132				3 196 713

* Après l'augmentation de capital du 15 septembre 2015, le capital social est composé de 158 591 246 actions ordinaires d'une valeur nominale de 16 €, qui confèrent toutes à leurs détenteurs les mêmes droits.

Aucune réévaluation libre n'a été pratiquée à ce jour.

Note 11 Bis. Proposition d'affectation du résultat

(en k€)	Au 31/12/2018	
Origines		
Report à Nouveau		84 404
Résultat de l'exercice		89 784
Acompte sur dividendes		
Prélèvement sur les réserves		
Affectations		
Affectation aux réserves		
<i>Réserve légale</i>	4 490	
<i>Réserve spéciale des plus-values à long terme</i>		
<i>Autres réserves</i>		
Dividendes	89 784	
Autres répartitions		
Report à nouveau	79 914	
Totaux	174 188	174 188

Note 12. Engagements donnés

(en K€)	31/12/2018		31/12/2017		31/12/2016	
	Prêts autorisés non encore mis en place	Montants non débloqués sur prêts autorisés partiellement mis en place	Prêts autorisés non encore mis en place	Montants non débloqués sur prêts autorisés partiellement mis en place	Prêts autorisés non encore mis en place	Montants non débloqués sur prêts autorisés partiellement mis en place
Engagements de financement	1 184 853	303	847 071	392	785 179	4 323
<i>Engagements secteur aidé</i>						
<i>Engagements hors groupe</i>						
Établissements de crédit						
Clientèle						
<i>Engagements secteur concurrentiel</i>	<i>1 184 853</i>	<i>303</i>	<i>847 071</i>	<i>392</i>	<i>785 179</i>	<i>4 323</i>
<i>Engagements hors groupe</i>	<i>1 184 853</i>	<i>303</i>	<i>847 071</i>	<i>392</i>	<i>785 179</i>	<i>4 323</i>
Clientèle (1)	1 184 853	303	847 071	392	785 179	4 323
<i>Engagements groupe</i>						
Établissements de crédit						
Engagements de garantie	280 022		306 078		79 104	
<i>Engagements hors groupe</i>	<i>280 022</i>		<i>306 078</i>		<i>79 104</i>	
Autres valeurs affectées en garanties (2)	280 022		306 078		79 104	
Engagements sur titres						

Autres engagements donnés					
Total (3)	1 465 178		1 153 541		868 607

(1) Concernant les engagements de financement donnés à la clientèle, les principales variations sont les suivantes :

(en k€)	31/12/2018	31/12/2017	31/12/2016
Ouvertures de crédit permanent (encours repris d'Ixis CIB)	1 132 786	794 018	689 729
État (financement de primes d'épargne logement)	52 067	53 053	95 450

(2) Ce poste représente les actifs et titres déposés en garantie à la Banque de France, dans le cadre du pool de Gestion Globale des Garanties, dont :

(en k€)	31/12/2018	31/12/2017	31/12/2016
Titres	215 183	231 626	
Créances	64 838	74 452	79 104

Les créances présentées et acceptées par la Banque de France sont valorisées à la valeur comptable ; les titres le sont à la valeur BCE avant déduction du haircut.

(3) Dont :

(en k€)	31/12/2018	31/12/2017	31/12/2016
Engagements douteux	303	392	422

Note 13. Engagements reçus

(en k€)	31/12/2018	31/12/2017	31/12/2016
Engagements de financement	28 565 657	31 484 834	31 032 177
<i>Engagements hors groupe</i>	<i>756 142</i>	<i>563 114</i>	<i>258 292</i>
Établissements de crédit (1)	756 142	563 114	258 292
<i>Engagements groupe</i>	<i>27 809 515</i>	<i>30 921 720</i>	<i>30 773 885</i>
Garantie de rachat			
Établissements de crédit (2)	2 000 000	3 000 000	3 400 000
Autres valeurs reçues en garantie du groupe (3)	25 809 515	27 921 720	27 373 885
Engagements de garantie	38 527 020	36 516 018	39 103 926
<i>Engagements hors groupe</i>	<i>36 538 187</i>	<i>34 234 487</i>	<i>36 576 008</i>
Établissements de crédit et assimilés (4)	4 997 453	4 957 184	4 527 003
Clientèle (5)	31 540 734	29 277 303	32 049 005
<i>Engagements groupe (6)</i>	<i>1 988 833</i>	<i>2 281 532</i>	<i>2 527 918</i>
Établissements de crédit et assimilés	1 943 602	2 172 487	2 456 535
Clientèle	45 231	109 045	71 383
Engagements sur titres		60 000	
Autres titres à recevoir		60 000	
Total	67 092 677	68 060 852	70 136 102

(1) Les engagements de financement hors groupe comprennent un engagement reçu de la Banque de France au titre du pool de Gestion Globale des Garanties dont le montant au 31 décembre 2018 s'élève à 224,4 M€ contre 265,6 M€ au 31 décembre 2017.

(2) Ligne de crédit signée entre la Compagnie de Financement Foncier et BPCE en date du 2 mai 2012 pour 3 Md€.

(3) Garanties relatives à des créances et titres détenus et mises en place sur des prêts qui lui sont consentis dans le cadre de l'article L. 211-38 et de billets hypothécaires :

(en k€)	31/12/2018	31/12/2017	31/12/2016
Garanties reçues du Crédit Foncier au titre de prêts SPT (L. 211-38)	16 649 479	18 789 564	10 412 727
Garanties reçues de BPCE SA au titre des valeurs de remplacement (L. 211-38 – VR)	6 521 696	6 590 777	6 656 400
Garanties reçues des Caisses d'Épargne, des Banques populaires, de BPCE au titre de prêts SPT (L. 211-38)	2 638 341	2 541 378	2 542 445
Garanties reçues du Crédit Foncier au titre des billets hypothécaires			7 762 299

(4) Dont principalement

(en k€)	31/12/2018	31/12/2017	31/12/2016
Garanties reçues du Crédit Logement notées Aa3 (Moody's)	4 559 966	3 264 384	2 728 231
Garanties reçues de Créserfi	289 817	269 305	6 412
Garanties de rehaussement de titres reçues de sociétés d'assurance	1 481 050	1 443 543	1 631 601

(5) La Compagnie de Financement Foncier procède à la comptabilisation des garanties attachées à certains types de concours à la clientèle inscrits au bilan, compte tenu de leur caractère significatif. Ces garanties se ventilent comme suit :

(en k€)	31/12/2018	31/12/2017	31/12/2016
Garanties de l'État sur les prêts notamment du secteur aidé	128 725	146 627	173 655

Garanties de la SGFGAS sur les prêts éligibles au FGAS et apportées par l'État	18 726 867	16 874 627	16 966 939
Garanties hypothécaires pour les prêts hypothécaires ne bénéficiant que de cette garantie	9 234 166	10 062 833	12 340 130
Garanties accordées par des collectivités locales et divers	865 421	1 325 846	1 607 601
Garanties de rehaussement de titres accordées par des États	1 052 603	867 371	960 680

(6) Au 31 décembre 2018, une garantie reçue de BPCE sur titres pour 800 M€.

Note 14. Opérations sur instruments financiers à terme

(en k€)	31/12/2018		31/12/2017		31/12/2016	
	Euros	Devises (2)	Euros	Devises (2)	Euros	Devises (2)
Marchés de gré à gré						
Opérations conditionnelles (montants nominaux)	1 384 671		1 615 671		1 882 745	
Opérations de couverture (achats)						
Instruments de taux	1 384 671		1 615 671		1 882 745	
Instruments de change						
Autres instruments						
Autres opérations conditionnelles						
Opérations conditionnelles (juste valeur)			4 285		8 619	
Opérations fermes (montants nominaux)	70 228 657	8 340 103	70 094 424	9 130 872	70 325 602	12 279 430
Opérations de couverture						
Instruments de taux	63 340 619	311 564	62 404 320	310 747	60 790 418	326 490
Instruments de change (3)	6 888 038	8 028 539	7 690 104	8 820 125	9 535 184	11 952 940
Autres instruments						
Autres opérations						
Opérations fermes (juste valeur) (1)	1 493 526	- 2 107 778	2 084 636	- 1 901 504	1 798 965	- 3 477 545
Opérations fermes et conditionnelles	71 613 328	8 340 103	71 710 096	9 130 872	72 208 347	12 279 430
Total (2) (montants nominaux)	79 953 431		80 840 968		84 487 777	
Total (juste valeur)	- 614 252		187 417		- 1 669 961	

La Compagnie de Financement Foncier n'a aucun dérivé traité sur le marché organisé.

(1) Données communiquées en application du règlement ANC n° 2014-07.

(2) Contre-valeur euros des notionnels en date d'arrêt.

(3) Ces positions correspondent à des swaps financiers de devises. Elles sont représentatives d'une position de change à terme, une position strictement inverse existe au bilan au sein des positions de change comptant (cf. note 24).

Note 15. Intérêts, produits et charges assimilés

(en k€)	31/12/2018			31/12/2017	31/12/2016
	Produits	Charges	Net	Net	Net
Opérations interbancaires	298 914	- 100 102	198 811	205 333	110 974
Intérêts sur les comptes Banque Centrale		- 4 983	- 4 983	- 7 331	- 7 590
Intérêts sur les comptes ordinaires	3	- 297	- 294	- 325	- 174
Intérêts sur opérations à terme	290 626	- 73 164	217 462	- 43 756	- 35 023
Intérêts sur les prêts subordonnés					
Intérêts sur créances garanties (valeurs de remplacement)				265 867	156 785
Intérêts sur titres reçus/donnés en pension livrée	6 600		6 600	12 016	8 211
Engagements de financement et de garantie					
Autres produits et charges d'intérêts					
Opérations de couverture (netting)	1 685	- 21 659	- 19 974	- 21 137	- 11 235
Pertes couvertes sur créances					
Pertes non couvertes sur créances					
Flux net des provisions					
Opérations avec la clientèle	870 101	- 70 416	799 685	656 308	899 781
Intérêts sur comptes à vue, à terme, et à régime spécial					
Intérêts sur prêts à la clientèle	818 706		818 706	700 527	940 175
Intérêts sur les prêts subordonnés					
Intérêts sur prêts douteux	47 449		47 449	48 201	46 980
Étalement des accessoires aux crédits (CRC 2009-03)	3 808		3 808	991	- 419
Intérêts sur gages espèces des RMBS					
Autres produits et charges d'intérêts	137	- 5 637	- 5 500	19 789	74 021
Produits sur engagements de financement et de garantie	1		1	6	1
Opérations de couverture (netting)		- 63 886	- 63 886	- 103 178	- 160 832
Pertes couvertes sur créances		- 2 681	- 2 681	- 2 049	- 278
Pertes non couvertes sur créances		- 841	- 841	- 7 373	- 861
Flux net des provisions*		2 629	2 629	- 606	993
Opérations de location financement					

Opérations sur portefeuille titres	1 038 387	- 1 558 152	- 519 765	- 494 806	- 477 780
Intérêts sur titres de placement				13 737	108 487
Étalement des décotes/surcotes sur titres de placement					
Intérêts sur titres d'investissement	333 825		333 825	337 045	381 251
Étalement des décotes/surcotes sur titres d'investissement	- 37 359		- 37 359	- 37 223	- 36 493
Intérêts sur BMTN émis		- 2 247	- 2 247	- 1 845	- 1 560
Intérêts sur certificats de dépôts émis					
Intérêts sur billets hypothécaires émis					
Intérêts et charges sur emprunts obligataires		- 1 555 905	- 1 555 905	- 1 816 722	- 2 037 434
Intérêts sur titres douteux					
Opérations de couverture (<i>netting</i>)	741 921		741 921	1 010 202	1 107 969
Pertes sur créances irrécouvrables					
Flux net des provisions					
Dettes subordonnées		34	34		
Charges sur titres subordonnés à terme		34	34		
Charges sur dettes subordonnées – établissements de crédit					
Charges sur dettes subordonnées – clientèle					
Autres intérêts, produits et charges assimilés	14 356	- 264 767	- 250 411	- 259 486	- 253 990
Produits sur dettes constituées par des titres	14 137		14 137	16 683	36 971
Commissions sur dérivés de crédit					
Engagements reçus/donnés sur titres		- 1 509	- 1 509	- 4 388	- 8 416
Autres produits et charges d'intérêts		- 9 660	- 9 660		
Opérations de macrocouverture (<i>netting</i>)		- 253 598	- 253 598	- 272 016	- 281 486
Flux net des provisions	219		219	235	- 1 058
Total des intérêts, produits et charges assimilés	2 221 758	- 1 993 403	228 356	107 350	278 984

* Impact net sur intérêts clientèle figurant en Marge nette d'intérêt.

Note 16. Commissions nettes

(en k€)	31/12/2018	31/12/2017	31/12/2016
Commissions sur opérations interbancaires et de trésorerie (Net)	906	- 9	- 8
Produits	913		
Charges	- 8	- 9	- 8
Commissions sur opérations avec la clientèle (Net) *	43 067	96 161	82 969
Produits	43 067	96 161	82 969
Charges			
Commissions sur opérations sur titres (Net)	- 1 020	- 1 112	- 1 441
Produits			
Charges	- 1 020	- 1 112	- 1 441
Autres commissions (Net)	- 430	- 493	- 594
Produits	67	3	3
Charges	- 497	- 496	- 598
Produits	44 047	96 164	82 972
Charges	- 1 525	- 1 617	- 2 047
Commissions nettes	42 522	94 547	80 926

* Les commissions sur opérations avec la clientèle représentent les indemnités perçues des clients suite aux opérations de remboursement anticipé des crédits. Le niveau de ces commissions est par conséquent directement corrélé au volume des crédits ainsi remboursés. Le taux de remboursement anticipé moyen constaté sur les crédits aux particuliers est de 8,3 % des encours à fin 2018.

Note 17. Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation

(en k€)	31/12/2018	31/12/2017	31/12/2016
Résultat sur opérations de change et d'arbitrage	- 65	- 117	- 456
Charges sur autres instruments financiers			
Produits sur autres instruments financiers			
Dotation aux provisions pour risques sur IFT			
Reprise des provisions pour risques sur IFT			
Gains/pertes nets sur opérations des portefeuilles de négociation financiers à la juste valeur par résultat	- 65	- 117	- 456

Note 18. Autres produits et charges d'exploitation bancaire

(en k€)	31/12/2018			31/12/2017	31/12/2016
	Produits	Charges	Net	Net	Net
Charges refacturées, produits rétrocédés, transferts de charges					
Autres produits et charges d'exploitation	98	- 3 037	- 2 939	- 2 169	2

bancaire					
Autres produits et charges divers d'exploitation*	98	- 7	90	59	2
Dotations et reprises de provisions aux autres produits et charges d'exploitation*		- 3 030	- 3 030	- 2 228	
Total	98	- 3 037	- 2 939	- 2 169	2
* Détails					
Autres produits et charges divers d'exploitation	98	- 3 037	- 2 939	- 2 169	2
Passages à profits exceptionnels				73	
Autres produits divers d'exploitation	98		98	56	7
Pertes sur intérêts reportés et PTR		- 7	- 7		- 4
Passages à pertes exceptionnelles				- 65	
Autres charges diverses d'exploitation				- 5	
Dotations aux provisions		- 3 030	- 3 030	- 2 228	

Note 19. Charges générales d'exploitation

(en k€)	31/12/2018	31/12/2017	31/12/2016
Frais de personnel	- 45	- 73	- 60
Salaires et traitements	- 45	- 46	- 54
Charges des régimes à prestations et cotisations définies			- 2
Autres charges sociales et fiscales (1)		- 28	- 5
Dotations/reprises sur provisions pour litiges			
Autres frais administratifs	- 94 864	- 117 827	- 127 629
Impôts, taxes et autres contributions	- 6 926	- 21 638	- 23 033
CET et CVAE	- 2 693	- 1 705	- 3 650
Contribution sociale de solidarité	- 3 507	- 3 165	- 4 617
Autres impôts et taxes	- 726	- 1 060	- 1 020
Contribution aux frais de contrôle de l'ACPR (2)		- 815	- 835
Taxe systémique bancaire		- 2 741	- 3 481
Contribution au Fonds de Résolution Unique		- 11 071	- 8 411
Contribution aux frais de contrôle BCE		- 1 082	- 1 018
Dotations/reprises de provisions pour litiges sur impôts et taxes			
Services extérieurs	- 87 938	- 96 189	- 104 596
Locations			
Services extérieurs fournis par le groupe	- 68 901	- 93 440	- 100 802
Contribution aux frais de contrôle de l'ACPR	- 774		
Taxe systémique bancaire	- 2 032		
Contribution au Fonds de Résolution Unique	- 12 024		
Contribution aux frais de contrôle BCE	- 1 071		
Honoraires, sous-traitance et prestations	- 2 919	- 2 460	- 3 467
Publicité	- 129	- 161	- 200
Rémunérations d'intermédiaires			
Transports et déplacements			
Entretiens et réparations			
Primes d'assurance			
Autres services extérieurs	- 88	- 129	- 128
Dotations/reprises de provisions pour litiges sur services extérieurs			
Dotations/reprises de provisions pour charges sur services extérieurs			
Autres charges			
Charges refacturées			
Charges générales d'exploitation	- 94 909	- 117 901	- 127 689

(1) Le montant global des rémunérations perçues par les organes de direction au 31 décembre 2018 s'élève à 45 k€. Par décision de Conseil d'administration de la Compagnie de Financement Foncier du 9 février 2016, plus aucune rémunération n'est attribuée aux organes de direction depuis le 1er février 2016.

Le montant comptabilisé en 2017 en « autres charges sociales et fiscales » correspond à des rappels de taxe d'apprentissage sur années antérieures.

(2) La Compagnie de Financement Foncier suit désormais la position du Groupe BPCE et classe en services extérieurs ses contributions bancaires.

Note 20. Coût du risque

(en k€)	31/12/2018			31/12/2017	31/12/2016
	Charges	Produits	Net	Net	Net
Dotations/Reprises nettes sur titres d'investissement					
Dotations/Reprises sur opérations sur titres					
Dotations/Reprises nettes sur opérations clientèle	- 84 390	95 270	10 880	19 890	- 44 156
Dépréciations sur opérations avec la clientèle sur encours douteux	- 70 275	79 404	9 129	16 379	- 40 908
Dépréciations sur opérations avec la clientèle sur encours sains	- 13 861		- 13 861		

Provisions pour risques de contrepartie sur encours sains		15 866	15 866	3 511	- 3 248
Autres provisions pour risques et charges	- 254		- 254		
Gains/Pertes et récupérations sur opérations clientèle	- 31 404	4 485	- 26 919	- 24 801	17 079
Pertes sur créances irrécouvrables couvertes par provisions	- 16 789		- 16 789	- 24 442	19 791
Pertes sur créances irrécouvrables non couvertes par provisions	- 9 438		- 9 438	- 2 598	- 6 741
Récupérations sur créances amorties		4 485	4 485	5 445	4 029
Frais d'actes et de contentieux	- 5 177		- 5 177	- 3 206	
Pertes et récupérations sur autres opérations					
Pertes sur créances irrécouvrables couvertes					
Coût du risque	- 115 794	99 754	- 16 039	- 4 910	- 27 078

Note 21. Gains ou pertes sur actifs immobilisés

(en k€)	31/12/2018	31/12/2017	31/12/2016
Plus ou moins-values de cessions des titres d'investissement	421	7 458	- 48
Dotations sur dépréciations titres d'investissement			
Reprises sur dépréciations titres d'investissement			
Gains ou pertes sur autres actifs	421	7 458	- 48

Note 22. Impôts sur les bénéfices

(en k€)	31/12/2018	31/12/2017	31/12/2016
Composante de la charge d'impôt			
Charge (produit) d'impôt courant (1)	- 25 128	189 771	- 16 862
Charge (produit) d'impôt différé (1) (2)	- 42 434	- 215 823	- 94 104
Provisions pour impôts différés			
Provisions sur risques ou litiges fiscaux			
Total	- 67 562	- 26 052	- 110 965
Ventilation des impôts différés de la période			
Soultés de résiliations de swaps	- 36 854	- 213 626	- 111 212
Provisions clientèle y compris provisions risque de crédit	- 3 749	- 9 130	- 231
Provisions sur titres d'investissement			
Autres différences temporelles	- 1 831	6 933	17 339
Total	- 42 434	- 215 823	- 94 104

(1) En application de la convention d'intégration fiscale conclue entre la Compagnie de Financement Foncier, BPCE et le Crédit Foncier, la Société enregistre en produit d'impôt l'économie fiscale potentielle liée au déficit constaté sur la période, à percevoir de la Société mère intégrante Crédit Foncier (cf. note 4). Inversement la société enregistre une charge d'impôt potentiel liée au bénéfice fiscal constaté sur la période, à payer à la Société mère intégrante Crédit Foncier.

(2) Dont - 8 462 k€ au titre du report variable pour l'exercice 2018.

Note 23. Opérations avec les établissements de crédit liés (1)

(en k€)	31/12/2018	31/12/2017	31/12/2016	31/12/2018 Évaluation des actifs reçus en garantie (2)
Bilan				
Éléments d'actif				
Créances sur les établissements de crédit				
À vue	51 403	148 657	243 976	
À terme				
Créances à terme garanties par des valeurs reçues en pension	25 456 778	27 564 703	19 439 806	25 809 516
<i>Prêts L. 211-38 garantis par des créances SPT</i>	<i>11 257 149</i>	<i>11 838 381</i>	<i>12 826 941</i>	<i>11 417 872</i>
- au Crédit Foncier	8 768 000	9 332 000	10 303 000	8 779 531
- à BPCE	2 320 000	2 320 000	2 320 000	2 468 164
- à d'autres entités du Groupe	169 149	186 381	203 941	170 177
<i>Prêts L. 211-38 garantis par des prêts immobiliers</i>	<i>7 586 500</i>	<i>9 111 500</i>		<i>7 869 948</i>
- aux particuliers	7 178 500	8 856 500		7 448 482
- aux professionnels	408 000	255 000		421 466
<i>Prêts L. 211-38 inscrits en valeurs de remplacement</i>	<i>6 600 000</i>	<i>6 600 000</i>	<i>6 600 000</i>	<i>6 521 696</i>
- à BPCE	6 600 000	6 600 000	6 600 000	6 521 696
- Créances rattachées	13 129	14 822	12 865	
Opérations avec la clientèle				
Créances				
Opérations sur titres				
Obligations et autres titres à revenu fixe	60 490	61 692	7 389 310	
<i>Billets hypothécaires</i>			<i>7 321 281</i>	
- au Crédit Foncier			7 321 281	

<i>Autres titres à revenu fixe</i>	57 632	58 802	61 497	
<i>Créances rattachées</i>	2 858	2 890	6 532	
Autres actifs (2)				
Débiteurs divers		194 060		
Total des éléments d'actif	25 568 671	27 969 112	27 073 092	25 809 516
Éléments de passif				
<i>Dettes envers les établissements de crédit</i>				
À vue				
À terme	4 964 406	6 228 709	5 151 053	
Titres donnés en pension livrée	1 550 119	1 718 131	3 629 830	
<i>Opérations avec la clientèle</i>				
À vue				
<i>Opérations sur titres</i>				
Dettes représentées par un titre				
Dettes subordonnées				
Autres passifs				
Créditeurs divers	33 220	63 553	50 967	
Total des éléments de passif	6 547 745	8 010 393	8 831 850	

La Compagnie de Financement Foncier n'effectue pas de transactions non conclues aux conditions de marché entre parties liées (règlement 2014-07).

(1) La notion d'établissements de crédit liés fait référence au périmètre de consolidation du Groupe BPCE auquel appartient la Compagnie de Financement Foncier.

(2) Les actifs reçus en garantie sont évalués à hauteur de leur capital restant dû déterminé en date d'arrêté.

Note 24. État des positions de change

Rubriques (en k€)	\$ Australien	\$ Canadien	\$ US	Livres sterling	Francs suisses	Yen	Forint Hongrois	\$ Néo- zélandais	Couronne Norvégienne	Couronne Danoise	Total
Bilan											
Actifs financiers	29	9	2 087 807	121 703	1 078 711	1 720 031	10	35	6 869	7	5 015 211
Passifs financiers			271 730	638 362	1 551 937	23 221			425 987		2 911 237
Différentiel bilan (I)	29	9	1 816 077	- 516 659	- 473 226	1 696 810	10	35	- 419 118	7	2 103 974
Hors-bilan											
Engagements reçus			405 606	612 701	1 517 852	7 967			419 119		2 963 245
Engagements donnés			2 221 673	96 027	1 042 851	1 704 743					5 065 294
Différentiel hors-bilan (II)			- 1 816 067	516 674	475 001	- 1 696 776			419 119		- 2 102 049
Différentiel global (I) + (II)	29	9	10	15	1 775	34	10	35	1	7	1 925

Les actifs financiers sont constitués des créances sur les établissements de crédit, des créances sur la clientèle.

Les passifs financiers comprennent des dettes envers les établissements de crédit, les comptes créditeurs de la clientèle, les dettes représentées par un titre.

Note 25. État des positions : risque de liquidité

Rubriques (en k€)	Durée résiduelle					
	< 3 mois	3M < D < 6M	6M < D < 1A	1A < D < 5A	> 5 ans	Total (2)
Bilan						
Actifs financiers (I)	8 617 109	1 261 467	3 375 447	14 914 808	43 935 213	72 104 044
Créances sur les établissements de crédit	7 905 261	677 114	1 942 200	4 748 223	11 073 055	26 345 853
Créances sur la clientèle	700 600	567 589	1 255 661	8 900 793	26 598 183	38 022 826
Obligations et autres titres à revenu fixe	11 248	16 764	177 586	1 265 792	6 263 975	7 735 365
Prêts subordonnés à terme						
Passifs financiers	6 021 645	3 149 398	2 389 460	25 191 558	32 652 069	69 404 130
Dettes envers les établissements de crédit	4 925 645	81 436	633 272	8 610	951 367	6 600 330
Comptes créditeurs de la clientèle						
Dettes représentées par un titre :	1 096 000	3 067 962	1 756 188	25 182 948	31 700 702	62 803 800
- Bons de caisse						
- Titres du marché interbancaire						
- Titres des créances négociables				150 000		150 000
- Obligations	1 096 000	3 067 962	1 756 188	25 032 948	31 700 702	62 653 800
- Autres dettes constituées par des titres						
Dettes subordonnées à terme						
Différentiel bilan (I)	2 595 464	- 1 887 931	985 987	- 10 276 750	11 283 144	2 699 914
Hors-bilan						
Engagements donnés			1 184 853			1 184 853
Engagements reçus	225 703			2 000 000		2 225 703
Différentiel hors-bilan (II)	225 703		- 1 184 853	2 000 000		1 040 850
Différentiel global (I) + (II)	2 821 167	- 1 887 931	- 198 866	- 8 276 750	11 283 144	3 740 764
Positions conditionnelles	1 500		3 024	21 098	1 359 049	1 384 671

(1) Parmi les actifs financiers de la Compagnie de Financement Foncier figurent 5,4 Md€ de titres et créances répondant aux critères d'éligibilité au refinancement de la Banque Centrale Européenne (BCE) et non encombrés.

(2) La différence avec les montants figurant au bilan s'explique essentiellement par les créances impayées, les créances douteuses et les créances rattachées.

Note 26. Résultats financiers de la société au cours des cinq derniers exercices

Nature des indications (en €)	2014	2015	2016	2017	2018
I) Situation financière en fin d'exercice					
a) Capital social	1 187 459 936	2 537 459 936	2 537 459 936	2 537 459 936	2 537 459 936
b) Nombre d'actions émises	74 216 246	158 591 246	158 591 246	158 591 246	158 591 246
c) Nombre d'obligations convertibles en actions	Néant	Néant	Néant	Néant	Néant
II) Résultat global des opérations effectuées					
a) Chiffre d'affaires hors taxes	3 483 192 834	3 238 589 705	2 933 578 888	2 543 480 488	2 258 211 772
b) Résultat avant impôt, incidence de la participation et de l'intéressement au titre de l'exercice et dotations nettes aux amortissements, dépréciations et provisions	211 614 676	136 262 954	232 455 527	66 965 494	146 646 334
c) Impôt sur les bénéfices (1)	- 8 920 504	- 48 551 006	16 483 217	- 26 052 279	- 67 561 772
d) Incidence de la participation et de l'intéressement au titre de l'exercice	Néant	Néant	Néant	Néant	Néant
e) Résultat après impôt, incidence de la participation au titre de l'exercice et dotations nettes aux amortissements, dépréciations et provisions	84 328 007	132 485 939	93 676 428	58 204 957	89 783 493
f) Montant des bénéfices distribués	74 216 246	126 872 997	93 568 835	58 202 987	89 783 262
III) Résultat des opérations réduit à une seule action (2)					
a) Résultat après impôt, incidence de la participation et de l'intéressement au titre de l'exercice mais avant dotations nettes aux amortissements, dépréciations et provisions	0,19	0,48	0,77	0,26	0,50
b) Résultat après impôt, incidence de la participation et de l'intéressement au titre de l'exercice et dotations nettes aux amortissements, dépréciations et provisions	0,07	1,34	0,59	0,37	0,57
c) Dividende versé à chaque action	1,00	0,80	0,59	0,37	0,57
IV) Personnel					
a) Nombre de salariés	Non significatif	Non significatif	Non significatif	Non significatif	Non significatif
- Catégorie cadres	Non significatif	Non significatif	Non significatif	Non significatif	Non significatif
- Catégorie employés et maîtrise	Néant	Néant	Néant	Néant	Néant
b) Montant de la masse salariale	Non significatif	Non significatif	Non significatif	Non significatif	Non significatif
c) Montant des sommes versées au titre des avantages sociaux (sécurité sociale, œuvres sociales, etc.)	Non significatif	Non significatif	Non significatif	Non significatif	Non significatif
(1) Au 31 décembre 2015, le déficit fiscal de la Compagnie de Financement Foncier avait fait l'objet d'une indemnisation au titre de l'économie d'impôt transférée au groupe d'intégration fiscale et ce conformément à la convention d'intégration fiscale.					
(2) Le résultat par action est déterminé en fonction du nombre moyen d'actions de l'exercice concerné.					

Note 27. Tableau des flux de trésorerie

1. Principes

Le tableau des flux de trésorerie analyse l'évolution de la trésorerie, provenant des opérations d'exploitation, d'investissement et de financement, entre deux périodes.

Le tableau des flux de trésorerie de la Compagnie de Financement Foncier est présenté selon la recommandation 2004-R-03 du Conseil National de la Comptabilité, relative au format des documents de synthèse des entreprises relevant du Comité de la réglementation bancaire et financière.

Il est établi selon la méthode indirecte : le résultat de l'exercice est retraité des éléments non monétaires : dotations aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles, dotations nettes aux dépréciations, provisions, autres mouvements sans décaissement de trésorerie, comme les charges à payer et les produits à recevoir. Les flux de trésorerie liés aux opérations d'exploitation, d'investissement et de financement sont déterminés par différence entre les postes des comptes annuels de l'exercice précédent et de l'exercice en cours. Les opérations sur le capital sans flux de trésorerie ou sans incidence sur le résultat, sont neutres : paiement du dividende en actions, dotation d'une provision par imputation sur le report à nouveau.

La répartition des activités de la Compagnie de Financement Foncier entre les catégories d'exploitation, d'investissement et de financement tient compte de son statut de société de crédit foncier.

Les activités d'exploitation comprennent :

- l'acquisition de prêts éligibles ;
- l'acquisition de parts de titrisation, de titres d'entités publiques ;
- l'émission d'obligations foncières et d'autres ressources à long terme, non subordonnées.

Les activités de financement incluent :

- les dividendes versés en numéraire ;
- l'émission et le remboursement d'emprunts subordonnés.

La trésorerie est définie selon les normes du Conseil National de la Comptabilité. Elle comprend les fonds en caisse et les dépôts à vue à la Banque de France, aux Comptes Courants Postaux et chez les établissements de crédit.

2. Tableau des flux de trésorerie

(en k€)	31/12/2018	31/12/2017	31/12/2016
Activités d'exploitation			
Résultat de l'exercice	89 784	58 205	93 676
Retraitements du résultat, liés aux opérations d'exploitation			
Dotations aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles			
Dotations nettes aux dépréciations/clientèle et établissements de crédit	1 659	- 15 774	17 380
Dotations nettes aux dépréciations/titres de placement			
Dotations nettes aux dépréciations/titres d'investissement			
Dotations nettes aux provisions/crédits	- 15 388	- 3 746	4 306
Gains nets sur la cession d'immobilisations			
Autres mouvements sans décaissement de trésorerie	- 344 232	156 331	957 331
Flux de trésorerie sur prêts aux établissements de crédit et à la clientèle	1 306 625	- 4 322 888	945 978
Flux de trésorerie sur titres de placement		7 321 281	- 1 571 315
Flux de trésorerie sur titres d'investissement	673 109	497 281	- 384 249
Flux sur autres actifs	214 977	5 065	258 864
Flux sur dettes/établissements de crédit et clientèle	- 1 344 299	- 832 145	- 1 062 401
Émissions nettes d'emprunts	94 221	- 3 877 663	- 1 423 161
Flux sur autres passifs	- 568 236	- 608 751	- 747 505
Trésorerie nette utilisée par les activités d'exploitation	108 220	- 1 622 804	- 2 911 096
Activités d'investissement			
Flux liés à la cession de :			
Actifs financiers			
Immobilisations corporelles et incorporelles			
Décaissements pour l'acquisition de :			
Actifs financiers			
Immobilisations corporelles et incorporelles			
Flux net provenant d'autres activités d'investissement			
Trésorerie nette utilisée par les activités d'investissement			
Activités de financement			
Flux de trésorerie due à l'émission d'actions			
Dividendes versés	- 58 203	- 93 569	- 126 873
Émissions nettes de dettes subordonnées			
Autres			
Trésorerie nette due aux activités de financement	- 58 203	- 93 569	- 126 873
Variation nette de la trésorerie	50 017	- 1 716 373	- 3 037 969
Trésorerie à l'ouverture	712 025	2 428 398	5 466 367
Trésorerie à la clôture	762 042	712 025	2 428 398
Net	50 017	- 1 716 373	- 3 037 969
Caisse : dépôts en Banque de France	705 379	670 000	2 400 000
Créances à vue établissements de crédit*	56 663	42 025	28 398
Total	762 042	712 025	2 428 398
* Dont :			
BPCE	50 934	39 819	27 744

Note 28. Honoraires des commissaires aux comptes et des membres de leurs réseaux

(en k€)	KPMG				PWC			
	Montant (TTCND)		%		Montant (TTCND)		%	
	2018	2017	2018	2017	2018	2017	2018	2017
Audit	267	305	100 %	100 %	271	300	100 %	100 %
Missions de certification des comptes	210	216	79 %	71 %	210	210	77 %	70 %
Services autres que la certification des comptes	57	89	21 %	29 %	61	90	23 %	30 %

Ces sommes figurent dans le compte de résultat.

Les services autres que la certification des comptes ont trait à la rédaction des lettres de confort, dans le cadre des émissions.

V. — Rapport des Commissaires aux comptes sur les comptes annuels

(Exercice clos le 31 décembre 2018)

À l'assemblée générale

Compagnie de Financement Foncier
19, rue des Capucines
75001 Paris

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société Compagnie de Financement Foncier relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2018, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au comité d'audit.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1er Janvier 2018 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014 ou par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Justification des appréciations - points clés de l'audit

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R. 823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Risque de crédit : dépréciation des crédits aux particuliers

Risque identifié	Notre réponse
<p>La Compagnie de Financement Foncier («SCF») constitue des provisions pour couvrir les risques de pertes résultant de l'incapacité de ses clients à faire face à leurs engagements financiers. Ces provisions sont ainsi enregistrées au titre des pertes attendues sur les encours en défaut (encours douteux) ainsi que sur les encours non douteux identifiés comme sensibles ou dégradés.</p> <p>Au 31 décembre 2018, la SCF a souhaité faire converger ses modalités d'estimation des provisions pour ces deux catégories d'encours avec les calculs de pertes attendues qui sont désormais réalisés selon la norme IFRS 9 entrée en vigueur à l'ouverture de l'exercice pour les comptes consolidés du groupe. Cette convergence porte ainsi sur :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'identification des deux catégories d'encours : encours douteux (passage en douteux à 90 jours) et dégradés (alignement sur les modalités d'identification de la dégradation significative du risque de crédit « SICR » telle que définie lors de la première application d'IFRS 9), - l'estimation des provisions sur les deux catégories d'encours. <p>L'impact de cette convergence a été traité comme un changement d'estimation dans les comptes sociaux de la SCF.</p> <p>L'évaluation des provisions requiert l'exercice de jugement pour la classification des expositions (encours non douteux ou douteux) ou pour la détermination des flux futurs recouvrables et des délais de recouvrement.</p> <p>Compte-tenu de l'importance du jugement dans la détermination de ces dépréciations d'une part, et de la complexité des nouvelles estimations réalisées conformément aux dispositifs de la norme IFRS 9, nous avons considéré que l'estimation des pertes attendues sur les crédits aux particuliers, constituait un point clé de notre audit.</p> <p>Au 31 décembre 2018, les prêts et créances auprès de la clientèle s'élèvent à 39 736 M€ dont 1 569 M€ d'encours douteux bruts. Les dépréciations et provisions constituées en couverture de risques de crédit s'élèvent à 92 M€, dont 13 M€ de dépréciations au titre des augmentations significatives du risque de crédit sur les créances saines.</p> <p>Pour plus de détail sur les principes comptables et les expositions, se référer aux</p>	<p>Nous avons examiné le dispositif mis en place par la direction des risques pour catégoriser les créances (non douteux ou douteux) et évaluer le montant des pertes attendues ou avérées sur ces créances.</p> <p>Nous avons testé les contrôles mis en œuvre par la direction pour l'identification des encours non douteux ou douteux et l'évaluation des espoirs de recouvrement et des dépréciations. Nous avons pris connaissance également des principales conclusions des comités spécialisés en charge du suivi de ces créances.</p> <p>S'agissant des dépréciations sur encours non douteux identifiés comme sensibles ou dégradés :</p> <ul style="list-style-type: none"> - nous avons examiné les méthodologies retenues pour déterminer les différents paramètres et modèles de calcul des pertes attendues et leur conformité aux normes comptables en vigueur ; - nous avons examiné les modalités d'identification de la dégradation significative du risque de crédit (« SICR ») ; - nous avons également pris connaissance du dispositif de revue périodique des principaux paramètres des modèles utilisés ; - nous avons testé les contrôles de déversement des données servant au calcul des pertes attendues, les rapprochements entre les bases servant à ces calculs et la comptabilité ainsi que les contrôles généraux des applicatifs servant aux calculs de ces dépréciations ; - nous avons enfin réalisé des calculs indépendants de pertes attendues sur base d'échantillon. <p>Compte tenu de l'organisation du groupe BPCE, certains des travaux ci-dessus ont été menés avec le support du collège des commissaires aux comptes de BPCE.</p> <p>Pour les dépréciations sur encours douteux, nous avons examiné les modalités de mise à jour des valeurs recouvrables ou de réévaluation de la valeur des gages pour les dossiers provisionnés sur base individuelle ou par catégorie de créances homogènes. Nous avons enfin vérifié les calculs de provisions sur la base d'un échantillon.</p>

notes 2.5 (Faits significatifs de l'exercice 2018), 4.3 (Principes et méthodes comptables), 2 (Prêts et créances sur la clientèle) et 20 (Coût du risque) de l'annexe aux comptes annuels.	Nous nous sommes également assurés du caractère approprié des informations présentées dans les notes annexes.
--	---

Opérations financières & Migration Chrome

Risque identifié	Notre réponse
Au cours du 1 ^{er} trimestre 2018, la SCF a migré sur un nouvel outil du groupe BPCE pour la gestion de ses opérations financières.	Nous avons examiné le dispositif déployé au cours de l'exercice par la direction de la banque pour sécuriser le traitement des opérations financières.
Cette migration a impliqué une reprise des données de l'ancien système, de nouveaux paramétrages de l'outil (valorisation des instruments, calcul des intérêts, schémas comptables etc.) et la mise en place de nouveaux processus et contrôles automatisés ou manuels.	Nous avons en particulier testé l'efficacité opérationnelle des contrôles manuels mis en place et effectué une revue critique des nouveaux processus.
Le contexte de cette migration a conduit la SCF à déployer un dispositif particulier de sécurisation des processus d'enregistrement des opérations de l'exercice incluant notamment l'enregistrement d'opérations manuelles rendues nécessaires.	Nous avons, avec le support du collège des commissaires aux comptes du groupe BPCE, testé les contrôles automatisés de la nouvelle application et vérifié les contrôles mis en place notamment sur les droits d'accès.
Nous avons été conduits à considérer que cette situation constituait un point clef de notre audit au regard notamment de la volumétrie des opérations manuelles en jeu ainsi que du caractère structurant de ce système d'information dans la qualité de l'information comptable et financière relative aux instruments financiers.	Nous avons réalisé des tests de valorisation du portefeuille titres sur base d'échantillon.
	Nous avons testé les rapprochements bancaires et vérifié la concordance des valorisations des dérivés avec celles des contreparties. Nous avons également effectué une revue critique de la documentation des opérations de micro-couverture.
	Nous avons enfin réalisé une revue sur base de sondage, des opérations manuelles de l'exercice.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires.

La sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D. 441-4 du code de commerce appellent de notre part l'observation suivante : comme indiqué dans le rapport de gestion, ces informations n'incluent pas les opérations bancaires et les opérations connexes, votre société considérant qu'elles n'entrent pas dans le périmètre des informations à produire.

Rapport sur le gouvernement d'entreprise

Nous attestons de l'existence, dans le rapport sur le gouvernement d'entreprise, des informations requises par les articles L. 225-37-3 et L. 225-37-4 du code de commerce.

Concernant les informations fournies en application des dispositions de l'article L.225-37-3 du code de commerce sur les rémunérations et avantages versés aux mandataires sociaux ainsi que sur les engagements consentis en leur faveur, nous avons vérifié leur concordance avec les comptes ou avec les données ayant servi à l'établissement de ces comptes et, le cas échéant, avec les éléments recueillis par votre société auprès des sociétés contrôlant votre société ou contrôlées par elle. Sur la base de ces travaux, nous attestons l'exactitude et la sincérité de ces informations.

Informations résultant d'autres obligations légales et réglementaires

Désignation des commissaires aux comptes

Nous avons été nommés commissaires aux comptes de la société Compagnie de Financement Foncier par votre assemblée générale du 17 mai 2002 pour le cabinet PricewaterhouseCoopers Audit et du 25 mai 2005 pour le cabinet KPMG S.A.

Au 31 décembre 2018, le cabinet PricewaterhouseCoopers Audit était dans la 17^{ème} année de sa mission sans interruption et le cabinet KPMG S.A. dans la 14^{ème} année.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Il incombe au comité d'audit de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Objectif et démarche d'audit

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;

- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;

- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Rapport au comité d'audit

Nous remettons au comité d'audit un rapport qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Parmi les éléments communiqués dans le rapport au comité d'audit figurent les risques d'anomalies significatives, que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit, qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport.

Nous fournissons également au comité d'audit la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) n° 537-2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L. 822-10 à L. 822-14 du code de commerce et dans le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le comité d'audit des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

Fait à Neuilly-sur-Seine et Paris La Défense, le 22 mars 2019

Les commissaires aux comptes

PricewaterhouseCoopers Audit

Anik Chaumartin

KPMG S.A.

Xavier De Coninck

VI. — Rapport de gestion

Le rapport de gestion est mis à la disposition du public au siège social de la société

VII. — Éléments de calcul du ratio de couverture et de contrôle des limites

Éléments d'actif venant en couverture des ressources privilégiées		Valeurs nettes comptables ou montants éligibles au refinancement (en k€)	Pondération (en %)	Montants pondérés (en k€)
		1	2	3
1.	Prêts bénéficiant d'une hypothèque de 1er rang ou d'une garantie équivalente	34 177 501	100 %	34 177 501
2.	Billets à ordres (art. L. 313-42 à L. 313-49 du Code Monétaire et Financier)			
2.1.	dont :		100 %	
2.2.	Prêts cautionnés		100 %	
2.2.1.	• Répondant aux conditions du 1 a) de l'annexe au règlement n° 99-10 : la société de		100 %	

	caution extérieure au périmètre de consolidation de la société de crédit foncier ou de la société de financement de l'habitat bénéficie au moins du 2e meilleur échelon de qualité de crédit			
2.2.2.	• Répondant aux conditions du 1 a) de l'annexe au règlement n° 99-10 : la société de caution extérieure au périmètre de consolidation de la société de crédit foncier ou de la société de financement de l'habitat bénéficie du 3e meilleur échelon de qualité de crédit		80 %	
2.2.3.	• Répondant aux conditions du 1-b) de l'annexe au règlement n° 99-10 : la société de caution qui entre dans le périmètre de consolidation de la société de financement de l'habitat bénéficie au moins du 2e meilleur échelon de qualité de crédit.		80 %	
2.2.4.	• Répondant aux conditions du 1-b) de l'annexe au règlement n° 99-10 : la société qui entre dans le périmètre de consolidation de la société de crédit foncier ou de la société de financement de l'habitat bénéficie du 3e meilleur échelon de qualité de crédit		60 %	
3.	Expositions sur les personnes publiques	27 418 638	100 %	27 418 638
3.1.	dont :			
	• Expositions visées au 5° de l'article L. 513-4 I du Code Monétaire et Financier			
3.2.	• Expositions visées au 5° de l'article L. 513-4 I du Code Monétaire et Financier inscrites au bilan antérieurement au 31 décembre 2007			
4.	Immobilisations résultat de l'acquisition des immeubles au titre de la mise en jeu d'une garantie		50 %	
5.	Titres, valeurs et dépôts sûrs et liquides relevant de l'article R. 513-6	6 654 112	100 %	6 654 112
5.1.	Créances et titres sur des établissements de crédit et entreprises d'investissement répondant au 1er alinéa de l'article R. 513-6	5 771 702	100 %	5 771 702
5.2.	Créances et garanties liées à la gestion des instruments financiers à terme relevant du 2e alinéa de l'article R. 513-6	882 410	100 %	882 410
5.3.	Créances et titres sur des établissements de crédit et entreprises d'investissement répondant au 3e alinéa de l'article R. 513-6		100 %	
6.	Prêts cautionnés	6 228 200		6 228 200
6.1.	• Répondant aux conditions du 1 a) de l'annexe au règlement n° 99-10 : la société de caution extérieure au périmètre de consolidation de la société de crédit foncier ou de la société de financement de l'habitat bénéficie au moins du 2e meilleur échelon de qualité de crédit	6 228 200	100 %	6 228 200
6.2.	• Répondant aux conditions du 1 a) de l'annexe au règlement n° 99-10 : la société de caution extérieure au périmètre de consolidation de la société de crédit foncier ou de la société de financement de l'habitat bénéficie du 3e meilleur échelon de qualité de crédit		80 %	
6.3.	• Répondant aux conditions du 1-b) de l'annexe au règlement n° 99-10 : la société de caution qui entre dans le périmètre de consolidation de la société de financement de l'habitat bénéficie au moins du 2e meilleur échelon de qualité de crédit.		80 %	
6.4.	• Répondant aux conditions du 1-b) de l'annexe au règlement n° 99-10 : la société de caution qui entre dans le périmètre de consolidation de la société de financement de l'habitat bénéficie du 3e meilleur échelon de qualité de crédit		60 %	
7.	Parts, actions et titres de créances émis par un organisme de titrisation			
7.1.	Parts, actions et titres de créance émis par un organisme de titrisation ou une entité similaire dont les éléments d'actifs ont été cédés exclusivement par des entités appartenant au même périmètre de consolidation que la société de crédit foncier ou la société de financement de l'habitat répondant aux conditions du 2-a) de l'annexe au règlement 99-10 : parts, actions et titres de créance acquis ou financés par la société de crédit foncier ou la société de financement de l'habitat avant le 31/12/2011 qui bénéficient du meilleur échelon de qualité de crédit (jusqu'au 31/12/2014)		100 %	
7.1.1.	dont :			
	• Actifs constitués à 90 % au moins de prêts à des personnes physiques pour financer un logement			
7.1.2.	• Actifs constitués à 90 % de prêts mentionnés à l'article L. 513-3 qui ne relèvent pas du R. 513-3 II			
7.1.3.	• Actifs constitués à 90 % d'expositions définies à l'article L. 513-4			
7.2.	Parts, actions et titres de créance émis par un organisme de titrisation ou une entité similaire dont les éléments d'actifs ont été cédés exclusivement par des entités appartenant au même périmètre de consolidation que la société de crédit foncier ou la société de financement de l'habitat répondant aux conditions du 2-a) de l'annexe au règlement 99-10 : parts, actions et titres de créance acquis ou financés par la société de crédit foncier ou la société de financement de l'habitat avant le 31/12/2011 qui bénéficient du 2e meilleur échelon de qualité de crédit (jusqu'au 31/12/2014)		80 %	
7.2.1.	dont :			
	• Actifs constitués à 90 % au moins de prêts à des personnes physiques pour financer un logement			
7.2.2.	• Actifs constitués à 90 % de prêts mentionnés à l'article L. 513-3 qui ne relèvent pas du R. 513-3 II			
7.2.3.	• Actifs constitués à 90 % d'expositions définies à l'article L. 513-4			
7.3.	Parts, actions et titres de créance émis par un organisme de titrisation ou une entité similaire dont les éléments d'actifs ont été cédés exclusivement par des entités appartenant au même périmètre de consolidation que la société de crédit foncier ou la société de financement de l'habitat répondant aux conditions du 2-b) de l'annexe au règlement 99-10 : parts, actions et titres de créance acquis ou financés par la société de crédit foncier ou la société de financement de l'habitat après le 31/12/2011 et parts ou actions et titres de créance acquis ou financés antérieurement à cette date qui bénéficient à partir du 01/01/2015 du meilleur échelon de qualité de crédit		100 %	
7.3.1.	dont :			
	• Actifs constitués à 90 % au moins de prêts à des personnes physiques pour financer un			

	logement			
7.3.2.	• Actifs constitués à 90 % de prêts mentionnés à l'article L. 513-3 qui ne relèvent pas du R. 513-3 II			
7.3.3.	• Actifs constitués à 90 % d'expositions définies à l'article L. 513-4			
7.4.	Parts, actions et titres de créance émis par un organisme de titrisation ou une entité similaire dont les éléments d'actifs ont été cédés exclusivement par des entités appartenant au même périmètre de consolidation que la société de crédit foncier ou la société de financement de l'habitat répondant aux conditions du 2-b) de l'annexe au règlement 99-10 : parts, actions et titres de créance acquis ou financés par la société de crédit foncier ou la société de financement de l'habitat après le 31/12/2011 et parts ou actions et titres de créance acquis ou financés antérieurement à cette date qui bénéficient à partir du 01/01/2015 du 2e meilleur échelon de qualité de crédit		50 %	
7.4.1.	dont : • Actifs constitués à 90 % au moins de prêts à des personnes physiques pour financer un logement			
7.4.2.	• Actifs constitués à 90 % de prêts mentionnés à l'article L. 513-3 qui ne relèvent pas du R. 513-3 II			
7.4.3.	• Actifs constitués à 90 % d'expositions définies à l'article L. 513-4			
7.5.	Parts, actions et titres de créances émis par un organisme de titrisation ou une entité similaire dont certains éléments d'actifs ont été cédés par une entité n'appartenant pas au périmètre de consolidation de la société de crédit foncier ou la société de financement de l'habitat répondant aux conditions du 3-a) de l'annexe au règlement 99-10 : parts, actions et titres de créance acquis ou financés par la société de crédit foncier ou la société de financement de l'habitat avant le 31/12/2011 qui bénéficient du meilleur échelon de qualité de crédit (jusqu'au 31/12/2014)		100 %	
7.5.1.	dont : • Actifs constitués à 90 % au moins de prêts à des personnes physiques pour financer un logement			
7.5.2.	• Actifs constitués à 90 % de prêts mentionnés à l'article L. 513-3 qui ne relèvent pas du R. 513-3 II			
7.5.3.	• Actifs constitués à 90 % d'expositions définies à l'article L. 513-4			
7.6.	Parts, actions et titres de créances émis par un organisme de titrisation ou une entité similaire dont certains éléments d'actifs ont été cédés par une entité n'appartenant pas au périmètre de consolidation de la société de crédit foncier ou la société de financement de l'habitat répondant aux conditions du 3-a) de l'annexe au règlement 99-10 : parts, actions et titres de créance acquis ou financés par la société de crédit foncier ou la société de financement de l'habitat avant le 31/12/2011 qui bénéficient du 2e meilleur échelon de qualité de crédit (jusqu'au 31/12/2014)		50 %	
7.6.1.	dont : • Actifs constitués à 90 % au moins de prêts à des personnes physiques pour financer un logement			
7.6.2.	• Actifs constitués à 90 % de prêts mentionnés à l'article L. 513-3 qui ne relèvent pas du R. 513-3 II			
7.6.3.	• Actifs constitués à 90 % d'expositions définies à l'article L. 513-4			
7.7.	Parts, actions et titres de créances émis par un organisme de titrisation ou une entité similaire dont certains éléments d'actifs ont été cédés par une entité n'appartenant pas au périmètre de consolidation de la société de crédit foncier ou la société de financement de l'habitat répondant aux conditions du 3-b) de l'annexe au règlement 99-10 : parts, actions et titres de créance acquis ou financés par la société de crédit foncier ou la société de financement de l'habitat après le 31/12/2011 et parts ou actions et titres de créance acquis ou financés antérieurement à cette date qui bénéficient à partir du 01/01/2015 du meilleur échelon de qualité de crédit		100 %	
7.7.1.	dont : • Actifs constitués à 90 % au moins de prêts à des personnes physiques pour financer un logement			
7.7.2.	• Actifs constitués à 90 % de prêts mentionnés à l'article L. 513-3 qui ne relèvent pas du R. 513-3 II			
7.7.3.	• Actifs constitués à 90 % d'expositions définies à l'article L. 513-4			
8.	Autres éléments d'actif	1 251 201	100 %	1 251 201
8.1.	Autres éléments de la classe 1	705 379	100 %	705 379
8.2.	Autres éléments de la classe 2	- 370 937	100 %	- 370 937
8.3.	Autres éléments de la classe 3	916 759	100 %	916 759
8.4.	Autres éléments de la classe 4		100 %	
9.	Opérations venant en déduction des actifs	3 283 910	100 %	3 283 910
9.1.	Sommes reçues de la clientèle en attente d'imputation, portées au passif du bilan		100 %	
9.2.	Opérations de pensions livrées : titres donnés en pension	1 468 346	100 %	1 468 346
9.3.	Créances mobilisées dans les conditions dans les conditions fixées par les articles L. 313-23 à L. 313-34 du Code Monétaire et Financier		100 %	
9.4.	Actifs déduits en application du dernier alinéa de l'article 9 du règlement CRBF n° 99-10	1 815 564		1 815 564
10.	Total des montants pondérés des éléments d'actif (1+2+3+4+5+6+7+8-9)	A		72 445 742
	Ratio de couverture (avec 2 décimales) (A/P x 100)			114,14 %

Ressources bénéficiant du privilège défini à l'article L. 513-11 du Code Monétaire et Financier : éléments du passif

Montants (en k€)

1.	Ressources privilégiées provenant d'établissements de crédit	-
1.1.	dont montant nominal	-
2.	Ressources privilégiées provenant de la clientèle	
2.1.	Clientèle financière	
2.2.	Clientèle non financière	
2.3.	dont montant nominal	
3.	Titres bénéficiant du privilège	63 547 037
3.1.	Obligations foncières ou obligations de financement de l'habitat ¹	62 653 800
3.2.	Titres de créances négociables	150 000
3.3.	Autres titres bénéficiant du privilège	
3.4.	Dettes rattachées à ces titres	743 237
3.5.	À déduire : obligations foncières ou obligations de financement de l'habitat émises et souscrites par l'établissement assujéti lorsqu'elles ne sont pas affectées en garantie d'opérations de crédit de la Banque de France	
3.6.	Sous-total	63 547 037
3.7.	dont montant nominal	62 803 800
4.	Sommes dues au titre du contrat prévu à l'article L. 513-15 du Code Monétaire et Financier	0
5.	Sommes dues au titre des instruments financiers à terme bénéficiant du privilège défini à l'article L. 513-11 du Code Monétaire et Financier	- 77 961
5.1.	dont impact des variations de change sur le nominal des ressources privilégiées	- 133 213
6.	Dettes résultant des frais annexes mentionnés au dernier alinéa de l'article L. 513-11 du Code Monétaire et Financier	-
7.	Ressources privilégiées (1 + 2 + 3 + 4 + 5 + 6)	63 469 076
8.	Montant nominal des ressources privilégiées (« 1.1 » + « 2.3 » + « 3.7 » + « 5.1 »)	62 670 587

Contrôle des limites applicables aux classes d'actifs (Ratio avec 2 décimales)		Ratios/Montants (en k€)
1.	Total de l'actif	76 664 772
2.1.	Prêts cautionnés détenus directement	4 743 881
2.2.	Prêts cautionnés figurant à l'actif d'organismes de titrisation ou d'entités similaires, ou mobilisés par billets à ordre	1 509 885
2.3.	Total des prêts cautionnés (2.1 + 2.2)/actif (1) (≤ 35 % à l'exception des sociétés de financement de l'habitat)	8,16 %
3.1.	Billets à ordre détenus directement	NA
3.2.	Billets à ordre figurant à l'actif d'organismes de titrisation ou d'entités similaires	NA
3.3.	Total des Billets à ordre (3.1 + 3.2)/actif (1) (≤ 10 %)	NA
4.	Total des parts, actions et titres de créance d'organismes de titrisation ou entités similaires répondant aux conditions du II de l'article R. 513-3 du Code Monétaire et Financier et ne répondant pas au IV de l'article R. 513-3/montant nominal des ressources privilégiées (≤ 10 %)	0,00 %
4.1.	Total des parts, actions et titres de créance d'organismes de titrisation ou entités similaires détenues répondant aux conditions du II de l'article R. 513-3 du Code Monétaire et Financier et ne répondant pas au IV de l'article R. 513-3/montant nominal des ressources privilégiées	0,00 %
5.	Total des parts, actions et titres de créance d'organismes de titrisation ou entités similaires répondant aux conditions du III de l'article R. 513-3 du Code Monétaire et Financier et ne répondant pas au IV de l'article R. 513-3/montant nominal des ressources privilégiées (≤ 10 %)	0,00 %
5.1.	Total des parts, actions et titres de créance d'organismes de titrisation ou entités similaires détenues répondant aux conditions du III de l'article R. 513-3 du Code Monétaire et Financier et ne répondant pas au IV de l'article R. 513-3/montant nominal des ressources privilégiées	
6.	Total des expositions visées aux 5° du I de l'article L. 513-4 du Code Monétaire et Financier/montant nominal des ressources privilégiées (≤ 20 %)	
7.	Actifs sûrs et liquides/montant nominal des ressources privilégiées (≤ 15 %)	9,21 %

Éléments de calcul de la limite des 25 % de l'exposition à l'actif sur les entreprises liées en application du dernier alinéa de l'article 9 du règlement n° 99-10		Montants (en k€)	Pondération (en %)	Montants pondérés (en k€)
		1	2	3
1.	Expositions sur les entreprises mentionnées au troisième alinéa de l'article R. 513-8 du Code Monétaire et Financier	6 918 895	100 %	6 918 895
1.1.	dont :			
	Créances et titres sur des établissements de crédit répondant au 1er et au 3e alinéa de l'article R. 513-6 du Code Monétaire et Financier	5 766 443	100 %	5 766 443
1.2.	Créances et garanties relevant du 2e alinéa de l'article R. 513-6 du Code Monétaire et Financier (y compris créances et garanties liées à la gestion des instruments à terme)	882 410	100 %	882 410
1.3.	Autres actifs	270 043	100 %	270 043
1.3.1.	Intérêts courus sur swaps	142 029	100 %	142 029

1.3.2.	Produits à recevoir		100 %	
1.3.3.	Autres	128 014	100 %	128 014
2.	Ressources non privilégiées	12 082 775	100 %	12 082 775
2.1.	Montant de la limite de 25 % des ressources non privilégiées prévue par l'article 9 du règlement CRBF n° 99-10	3 020 694		
3.	Éventuels actifs reçus en garantie, nantissement ou pleine propriété au titre du 1 en application des articles L. 211-36 à L. 211-40, L. 313-23 à L. 313-35 et L. 313-42 à L. 313-49 du Code Monétaire et Financier	2 082 637		2 082 637
3.1.	Actifs bénéficiant d'une pondération à 100 %	2 082 637	100 %	2 082 637
3.2.	Actifs bénéficiant d'une pondération à 80 %		80 %	
3.3.	Actifs bénéficiant d'une pondération à 60 %		60 %	
3.4.	Actifs bénéficiant d'une pondération à 50 %		50 %	
4.	Montant à déduire de l'actif	1 815 564		

VIII. — Publication d'informations relatives à la qualité des actifs finances - Instruction n° 2011-i-07 du 15 juin 2011

Exercice 2018

I - Prêts garantis

Répartition des encours par catégorie de créance, par type de contrepartie et par type de garantie.

(en M€)	Particuliers				Corporates				Total général		
	prêts détenus en direct		prêts mobilisés (1)		prêts détenus en direct		prêts mobilisés (1)		Nb	CRD (3)	%
	Nb	CRD	Nb	CRD mobilisé	Nb	CRD	Nb	CRD mobilisé			
Encours	451 669	32 426,5	148 207	7 452,1	585	351,2	63	421,5	600 524	40 651,3	100,0%
<i>1. Catégories de créances et types de garanties</i>											
habitat	451 665	32 426,4	148 061	7 422,3	584	350,2	11	56,6	600 321	40 255,6	99,0%
- hypothécaire - usage habitat	133 627	9 018,1	70 432	2 706,1	467	274,9	11	56,6	204 537	12 055,7	29,7%
- hypothécaire avec garantie publique (2)	269 012	18 650,5	39 007	2 532,8	117	75,4	0	0,0	308 136	21 258,7	52,3%
- caution Crédit-Logement	49 026	4 757,9	33 707	1 540,6	0	0,0	0	0,0	82 733	6 298,4	15,5%
- hypothécaire - autre usage	0	0,0	4 915	642,8					4 915	642,8	1,6%
- hypothécaire - usage commercial									0	0,0	0,0%
équipement	4	0,1	146	29,8	1	1,0	52	364,8	203	395,7	1,0%
- crédit avec garantie hypothécaire	4	0,1	146	29,8	1	1,0	52	364,8	203	395,7	1,0%

(1) Prêts mobilisés sous forme de prêts Art L211-38 : encours des prêts hypothécaires sous-jacents mobilisés

(2) prêts hypothécaires avec garantie publique : FGAS, NHG (Pays-Bas, 40,3 M€) et secteur aidé (81,2 M€)

(3) Encours ne tenant pas compte des intérêts courus non échus (55,9 M€) et hors montant net des surcotes/décotes (- 470,2 M €).

Répartition des montants des créances impayées, des créances douteuses et des provisions par catégorie de créances.

(CRD en M€)	Particuliers		Corporates		Total général
	Prêts détenus en direct	Prêts mobilisés	Prêts détenus en direct	Prêts mobilisés	
<i>2. Créances impayées</i>					
habitat	142,4	1,4	46,2	0,0	190,0
- hypothécaire - usage habitat	83,0	0,5			83,5
- hypothécaire avec garantie publique	58,8	0,8	46,2		105,8
- caution Crédit-Logement	0,6	0,1			0,7
- hypothécaire - autre usage					
- hypothécaire - usage commercial					
équipement					
- crédit avec garantie hypothécaire	0,0				0,0
<i>3. Créances douteuses</i>					
habitat	1 489,5	11,7	74,5	0,0	1 575, 7
- hypothécaire - usage habitat	577,3	2,7	3,4		583,4
- hypothécaire avec garantie publique	900,8	8,1	71,1		980,1
- caution Crédit-Logement	11,4	0,8			12,2
- hypothécaire - usage commercial					
équipement					
- crédit avec garantie hypothécaire					
<i>4. Dépréciations inscrites en déduction de l'actif</i>					
habitat	77,4		1,1		78,5
- hypothécaire - usage habitat	77,0		1,1		78,1
- hypothécaire avec garantie publique					
- caution Crédit-Logement	0,4				0,4
- hypothécaire - autre usage					

Répartition des encours par type de garantie en fonction de leur quotité éligible au refinancement par des ressources privilégiées qui peut être soit le CRD à la fin de la période, soit la quotité fois la valeur du bien.

Quotité moyenne calculée avec la valeur des gages réévaluée :

(1) CRD éligible au refinancement par des ressources privilégiées

Répartition des encours et du nombre de prêts en fonction de l'année de conclusion du contrat

Page 34

2003	5 065	214,3	6 560	151,1	318	7,4		
2004	8 366	399,6	5 308	160,7	653	16,1	3	1,0
2005	10 824	607,3	5 436	198,9	896	26,0	2	0,1
2006	11958	778,7	7 362	331,4	855	29,8		
2007	13160	889,1	7 963	395,1	1079	49,9		
2008	9 698	657,6	7 341	435,8	730	23,2		
2009	7 853	559,9	13 217	656,2	792	21,7		
2010	14 971	924,0	21145	1116,1	1837	103,6		
2011	12 011	774,4	18 990	1 041,5	1 767	122,2		
2012	5 241	417,8	14 649	993,5	967	82,5		
2013	5122	491,8	19 237	1568,3	1 729	132,1		
2014	4 836	528,4	19 758	1674,1	2 256	205,2		
2015	4 797	544,6	24 483	2 186,9	8 726	833,9		
2016	4 314	532,3	26171	2 438,7	8 283	969,7		
2017	3 628	468,4	33156	3 398,3	11 768	1439,9		
2018	1 791	206,7	17 815	1 705,4	5 813	687,2		
Total	134 094	9 293,0	269 129	18 725,8	49 026	4 757,9	5	1,1

Année de conclusion de contrat	Prêts mobilisés									
	Habitat								Equipement	
	hypothécaire – usage habitat		hypothécaire avec garantie publique		Caution Crédit Logement		hypothécaire - usage divers		crédit avec garantie hypothécaire	
	Nb	CRD	Nb	CRD	Nb	CRD	Nb	CRD	Nb	CRD
1981										
1982										
1983										
1984										
1985										
1986										
1987		0,0								
1988		0,0								
1989		0,0								
1990		0,0								
1991		0,0								
1992		0,0								
1993		0,0								
1994	1	0,0								
1995										
1996	3	0,0								
1997	3	0,0								
1998	3	0,0								
1999	24	0,3	3	0,0						
2000	66	2,2	33	0,2	20	0,1				
2001	234	2,4	212	1,1	69	0,4				
2002	463	7,4	136	1,5	96	0,7			2	0,5
2003	946	17,6	58	0,9	42	0,6				
2004	2 258	47,1	65	2,0	162	1,9			2	0,2
2005	4 520	92,1	103	2,4	307	4,9			6	0,6
2006	6 481	120,7	120	3,2	275	5,0			1	0,7
2007	7145	149,5	487	12,3	138	3,9	65	14,7	8	11,4
2008	4 718	117,1	346	10,2	89	1,7	1171	170,8		
2009	3 492	89,7	377	18,2	94	1,9	484	62,8	1	14,6
2010	5 734	155,6	705	27,1	484	8,1	345	42,6	9	3,2
2011	4 318	117,8	993	31,9	745	16,5	383	48,7	15	4,2
2012	3 013	112,6	875	30,7	480	13,0	533	68,2	14	1,3
2013	4 482	188,9	1289	42,9	1166	18,4	377	44,3	19	17,2
2014	4 670	236,4	2 348	127,6	1 776	48,4	329	39,4	19	41,6
2015	6 063	328,8	4 598	387,0	7280	150,2	198	21,3	12	1,9
2016	5 027	342,6	7 304	558,0	4965	156,6	145	15,7	14	49,3
2017	4 628	454,6	8 557	597,2	7 689	518,1	333	41,6	43	205,4
2018	2151	179,1	10 398	678,4	7 830	590,1	552	72,8	33	42,8
Total	70 443	2 762,7	39 007	2 532,8	33 707	1540,6	4 915	642,8	198	394,6

Répartition des encours et du nombre de prêts en fonction de l'année de fin du contrat.

Année de fin de contrat	Prêts détenus en direct							
	Habitat						Equipement	
	hypothécaire		hypothécaire avec garantie publique		Caution Crédit Logement		crédit avec garantie hypothécaire	
	Nb	CRD	Nb	CRD	Nb	CRD	Nb	CRD
2019	7 517	104,3	7 245	30,5	790	3,3	2	1,0
2020	7 099	111,5	6 671	116,4	876	8,6		
2021	7 812	160,0	6 421	78,7	1315	24,8	1	0,0
2022	5 566	162,3	6 075	98,1	1225	33,3		
2023	6 413	234,2	5 221	116,4	1696	65,8		
2024	7 194	324,1	5 084	124,8	1585	71,5		
2025	7 682	404,4	5 196	142,1	2 340	127,4		
2026	6 971	387,5	5 920	172,6	1 741	105,9	2	0,1
2027	6 972	412,0	7 509	254,6	2 168	141,6		
2028	8 007	528,9	7 658	293,8	1866	132,5		
2029	7 019	493,4	7 251	302,1	1867	145,5		
2030	5 981	426,5	7 946	364,3	2 007	171,3		
2031	5 760	449,1	7 973	377,8	1 704	157,3		
2032	4 424	392,1	7 898	434,1	2 457	263,1		
2033	3 729	390,8	6 746	443,6	2 117	231,8		
2034	3 447	362,3	5 937	378,5	1422	167,1		
2035	3 738	402,4	7 985	542,5	2 371	283,5		
2036	4 094	451,8	9 043	629,9	2 073	250,7		
2037	3 671	440,6	11 093	850,3	2 886	385,5		
2038	3 298	406,7	12 352	963,9	2 612	343,3		
2039	3 261	377,2	15 275	1120,4	914	111,7		
2040	3 136	388,9	15 443	1300,6	1645	213,0		
2041	3 183	393,4	19 803	1 749,0	1972	263,1		
2042	2 541	346,9	22 341	2 388,5	2 829	419,1		
2043	1862	254,8	18 332	2 008,9	2 837	430,5		
2044	840	109,3	13 902	1335,5	501	63,8		
2045	736	96,5	7 221	890,5	635	73,2		
2046	659	87,3	5 186	660,9	493	57,3		
2047	306	42,3	1997	265,0	54	7,8		
2048	255	35,1	1643	213,3	17	2,8		
2049	216	27,3	163	19,0	6	1,0		
2050	228	28,1	290	29,9	2	0,4		
2051	296	36,0	261	24,0	3	0,2		
2052	91	12,0	20	2,0	0	0,0		
2053	49	6,9	19	2,0	0	0,0		
2054	24	3,3	3	0,4	0	0,0		
2055	11	1,7	1	0,0	0	0,0		
2056	3	0,5	1	0,2	0	0,0		
2057								
2058	2	0,2	1	0,1	0	0,0		
2059								
2060	1	0,1	1	0,0	0	0,0		
2061	0	0,0	1	0,1	0	0,0		
2062								
2063								
2064	0	0,0	1	0,1	0	0,0		
2065								
2066								
2067								
2068								
Total	134 094	9 293,0	269 129	18 725,8	49 026	4 757,9	5	1,1

Année de fin de contrat	Prêts mobilisés									
	Habitat								Equipement	
	hypothécaire - usage habitat		hypothécaire avec garantie publique		Caution Crédit Logement		hypothécaire - usage divers		crédit avec garantie hypothécaire	
	Nb	CRD	Nb	CRD	Nb	CRD	Nb	CRD	Nb	CRD
2019	635	10,4	25	0,1	110	0,2			2	0,3
2020	1 435	22,8	55	0,2	180	0,9			8	4,7
2021	1 694	30,4	112	0,7	364	3,0			2	0,7

2022	1 512	43,3	114	0,9	320	3,4			18	38,2
2023	1 937	50,8	127	1,1	648	7,1			8	87,2
2024	2 517	53,1	116	1,7	527	7,6			9	82,3
2025	3 608	87,2	124	2,1	1 080	14,0			8	5,0
2026	3 894	107,8	171	3,3	615	12,2			20	65,2
2027	3 932	99,7	228	4,7	983	21,3			18	54,7
2028	5 022	132,5	281	7,2	664	19,6			10	15,5
2029	4 318	133,1	312	8,9	717	17,9			7	7,6
2030	3 456	122,9	337	10,6	991	28,5			7	1,2
2031	3 175	111,4	368	10,3	681	22,2			11	1,9
2032	2 850	129,0	413	10,8	961	28,2			8	5,2
2033	2 796	157,7	601	28,6	1 206	39,1			17	13,1
2034	2 563	117,8	990	70,2	787	32,6			10	2,4
2035	2 973	149,1	715	30,4	1 476	51,6			11	2,4
2036	3 167	171,5	564	20,6	1 217	31,9			8	2,4
2037	2 852	174,9	518	20,7	1 738	44,5			6	1,3
2038	2 676	139,3	745	39,6	2 025	76,7			8	2,6
2039	2 503	115,9	1 217	60,9	1 360	118,9				
2040	2 434	107,6	1 212	52,1	2 115	115,2				
2041	2 234	102,8	2 419	103,8	1 637	43,3			1	0,2
2042	2 214	145,4	2 935	149,1	2 319	59,3				
2043	1 429	67,0	3 342	220,4	2 742	118,2			1	0,5
2044	917	77,9	5 089	421,5	2 578	318,8				
2045	651	39,8	3 454	191,4	3 115	282,4				
2046	343	16,7	3 816	269,4	428	13,2				
2047	218	17,5	3 520	354,7	67	3,5				
2048	141	8,1	2 253	200,9	31	2,8				
2049	110	7,8	1 583	168,2	15	1,3				
2050	113	6,7	1 041	62,4	7	1,0				
2051	69	2,3	209	5,6	3	0,0				
2052	28	1,2	0	0,0	0	0,0				
2053	10	0,2	1	0,0	0	0,0				
2054	13	1,1	0		0	0,0				
2055	2	0,3	0		0	0,0				
2056	1	0,0	0		0	0,0				
2057	1	0,0	0		0	0,0	65	14,7		
2058		0,0				0,0	1 172	171,1		
2059		0,0				0,0	484	62,8		
2060		0,0				0,0	345	42,6		
2061		0,0				0,0	383	48,7		
2062		0,0				0,0	533	68,2		
2063		0,0				0,0	375	43,9		
2064		0,0				0,0	328	39,4		
2065		0,0				0,0	201	21,4		
2066		0,0				0,0	145	15,7		
2067		0,0				0,0	333	41,6		
2068		0,0				0,0	551	72,7		
Total	70 443	2 762,7	39 007	2 532,8	33 707	1 540,6	4 915	642,8	198	394,6

Répartition par pays**- Prêts détenus en direct**

Les biens apportés en garantie pour les prêts hypothécaires et les biens financés par des prêts cautionnés sont tous situés en France à l'exception d'un encours de prêts de 40,3 millions d'euros dont les garanties sont au Pays-Bas.

- Prêts de l'article L211-38

S'agissant des prêts mobilisés par des prêts de l'article L211-38, les biens apportés en garantie pour les prêts hypothécaires et les biens financés par des prêts cautionnés sont situés en France à hauteur de 7 108,3 millions d'euros et en Belgique pour un montant de 765,3 millions d'euros.

Répartition de l'encours des prêts cautionnés en fonction de leur pondération au titre du ratio de couverture**- Prêts détenus en direct**

L'encours total des prêts cautionnés (4 757,9 millions d'euros) est pondéré à 100% selon le règlement du CRBF n° 99 - 10 pour le calcul du ratio de couverture des sociétés de crédit foncier car ces prêts bénéficient tous de la caution Crédit Logement noté Aa3 par Moody's et AA par DBRS au 31 décembre 2018.

- Prêts mobilisés

L'encours total des prêts cautionnés mobilisés (1 540,6 millions d'euros) est pondéré à 100% selon le règlement du CRBF n° 99 - 10 pour le calcul du ratio de couverture des sociétés de crédit foncier car ces prêts bénéficient tous de la caution Crédit Logement noté Aa3 par Moody's et AA par DBRS au 31 décembre 2018.

II - Exposition sur des personnes publiques

Répartition des encours par pays et type d'entité publique (avant swaps de devises)

(en M€)	Expositions directes sur des personnes publiques			Expositions garanties par des personnes publiques		Total	
Pays	Souverain	Collectivité locale	Etabl. public	Garantie d'Etat	Garantie collectivité locale	CRD (1)	%
- France	1 651,1	9 497,7	5 289,1	390,8	2 675,0	19 503,8 (2)	69,8%
- dont dépôts à la Banque de France	705,4						
- Canada		30,6			408,9	439,5	1,6%
- Espagne		266,0		15,5	51,9	333,4	1,2%
- Etats-Unis		1 422,9	51,4	34,3		1 508,6	5,4%
- Italie	2 187,7	1 091,3		1,7		3 280,7	11,7%
- Japon		458,7	917,0			1 375,7	4,9%
- Pologne	367,3					367,3	1,3%
- Portugal		21,0		65,0		86,0	0,3%
- Suisse		372,8	134,5		532,6	1039,9	3,7%
Total général	4 206,0	13 161,1	6 392,0	507,3	3 668,3	27 934,8 (3)	100,0%
dont impayés - France						30,9	0,1%
dont douteux - France						4,7	0,0%
provisions - France						0,2	0,0%

(1) Encours hors intérêts courus non échus (184,3 M€) et hors montant net des surcotes/décotes

(2) dont des expositions sur des Partenariats Publics Privés pour 1 355,2 M€.

(3) dont 1 468,3 M€ de titres mis en pension au Crédit Foncier.

Répartition des encours en fonction de l'année de fin du contrat

Année de fin de contrat	Nb	CRD
2019	659	1377,0
2020	598	265,4
2021	544	702,5
2022	500	563,5
2023	539	1134,5
2024	454	907,5
2025	458	651,8
2026	509	1992,0
2027	641	2307,6
2028	505	1326,4
2029	387	1002,7
2030	227	924,2
2031	307	773,1
2032	308	1213,8
2033	364	1071,5
2034	331	1430,4
2035	365	1681,9
2036	316	1056,1
2037	259	1104,2
2038	271	944,3
2039	258	954,7
2040	182	512,8
2041	207	678,0
2042	149	664,1
2043	124	607,3
2044	116	319,3
2045	105	504,3
2046	66	212,2
2047	51	239,7
2048	44	146,0
2049	18	38,8
2050	5	25,3
2051	13	33,3
2052	20	29,5
2053	62	114,3
2054	70	114,7

2055	62	83,8
2056	12	14,4
2057	6	115,9
2058	13	4,8
2059	21	8,7
2060	12	3,5
2061	17	8,8
2062	28	7,4
2063	36	17,2
2064	39	30,8
2065	27	14,2
2066	3	0,8
Total	10 308	27 934,8

III - Organismes de titrisation et entités similaires

Non applicable, la Compagnie de Financement Foncier ne détient aucune part de titrisation (RMBS ou ABS public) au 31 décembre 2018.

IV - Valeurs de remplacement

Répartition par nature de valeurs et par date d'échéance

	Date d'échéance	Montant net (M€)
- Prêts à moins de 2 mois à BPCE (*)	08/01/2019	3 300,0
	11/02/2019	3 300,0
- Autres titres et créances à moins de 100 jours émises par des établissements de crédit bénéficiant du 1 ^{er} échelon de qualité de crédit à court terme (dépôts bancaires)		54,1
Total valeurs de remplacement		6 654,1
Montant des titres, sommes et valeurs reçues en garantie des opérations de couverture mentionnés à l'article 513-10 du CMF :		882,4 M€
(*) dont intégralement garantis par un portefeuille de créances : 6 521,7 M€		

V - Remboursements Anticipés

Répartition par catégorie de créance du montant et % des remboursements anticipés rapporté à la moyenne des encours en fin du mois.

	Particuliers				Corporates et Personnes Publiques			
	Prêts détenus en direct		Billets Hypothécaires (1)		Prêts détenus en direct		Billets Hypothécaires (1)	
	Taux	Montant	Taux	Montant	Taux	Montant	Taux	Montant
Remboursements anticipés	7,9%	2 483,1	6,9%	882,8	1,7%	126,7	3,7%	640,2
(1) remboursements anticipés observés sur le portefeuille de créances mobilisables du Crédit Foncier								

VI. Risque de taux et de change**Politique de Couverture**

La Compagnie de Financement Foncier est protégée contre les risques de taux et de change, puisque toute acquisition d'actif ou émission de passif est systématiquement transformée en taux variable et en euros si nécessaire dès l'origine.

La position de taux est par ailleurs revue chaque trimestre et des opérations de macro-couverture sont conclues afin de maintenir les impasses de taux dans les étroites limites que s'est fixée la Compagnie de Financement Foncier et ainsi corriger toutes déformations de la position dues principalement aux remboursements anticipés constatés sur les prêts.

Les dérivés destinés à couvrir des opérations courantes de la Compagnie de Financement Foncier sont intermédiés via le Crédit Foncier. Cette stratégie ne s'applique pas aux cross-currency swaps en couverture des émissions en devise ou aux swaps structurés en couverture des émissions privées et de certains actifs SPT, pour lesquels la Compagnie de Financement Foncier continue à se couvrir directement auprès de contreparties externes au groupe Crédit Foncier.

Cette stratégie permet de procéder régulièrement à des compressions de swaps intra groupe amenant une diminution des encours de hors-bilan de la Compagnie de Financement Foncier.

Indicateurs de risque

Le dispositif de suivi du risque de taux de la Compagnie de Financement Foncier a été actualisé en 2018. Les principales novations ont porté sur :

- l'alignement de la convention d'écoulement des fonds propres sur les normes du Groupe BPCE (amortissement sur 20 ans en linéaire),
- la suspension de l'observation de la sensibilité de la valeur actuelle nette (VAN) et de la marge nette d'intérêt (MNI) aux bornes de la Compagnie de Financement Foncier.

L'exposition de la Compagnie de Financement Foncier au risque de taux est appréhendée, selon le référentiel BPCE, à travers la détermination d'une impasse (ou gap) de taux, égale à la différence entre les encours à taux fixé au passif et les encours à taux fixé à l'actif. Selon le type de taux, les opérations s'imputent dans le gap de façon différente :

- à taux fixe, elles s'imputent jusqu'à leur échéance ;
- à taux révisable, jusqu'à la prochaine date de révision de l'index ;

- à taux variable (Eonia et assimilé), elles ne s'imputent pas au-delà de la date d'arrêté.

Les impasses de taux sont analysées suivant deux horizons :

- à long terme, pour vérifier le bon adossement des opérations d'investissement avec celles assurant leur financement,
- par canton de taux sur la première année, pour suivre et gérer l'exposition au risque de base résultant de l'écartement entre des positions référencées sur des index différents.

Compte tenu de la couverture systématique des opérations dès leur origine, l'axe privilégié d'observation est l'analyse statique s'entendant jusqu'à l'extinction des opérations de bilan et de hors-bilan existantes à la date de situation. Les traitements statiques prennent en compte les stocks d'opérations et tous les flux d'engagements contractuels.

Limite associée au gap de taux statique

La Compagnie de Financement Foncier s'est engagée à maintenir le niveau de ses impasses de taux à l'intérieur de limites étroites définies par périodes d'observation. Dans le cadre de revue annuelle des limites et dans une logique d'harmonisation avec les normes du Groupe BPCE, à partir du 1er janvier 2018 les limites sur le gap de taux de la Compagnie de Financement Foncier sont actualisées comme suit :

Horizon	Limites internes de la Compagnie de Financement Foncier	Impasses observées au 31/12/2018		
		Moyenne des valeurs absolues	Maximale	Minimale
- ≤ 2 ans	2%	1,3%	1,4%	1,1%
- > 2 et ≤ 4 ans	3%	0,0%	0,7%	0,6%
- > 4 et ≤ 8 ans	5%	1,0%	1,0%	1,0%
- > 8 ans (*)	5%	3,9%	3,9%	3,9%

(*) Seuil d'observation pour la période au-delà de 8 ans

Limite associée au risque de change

La Compagnie de Financement Foncier n'est pas soumise au dispositif d'encadrement du Groupe BPCE basé sur de stress de devises, ce dernier étant évalué sur la base d'un état réglementaire consolidé.

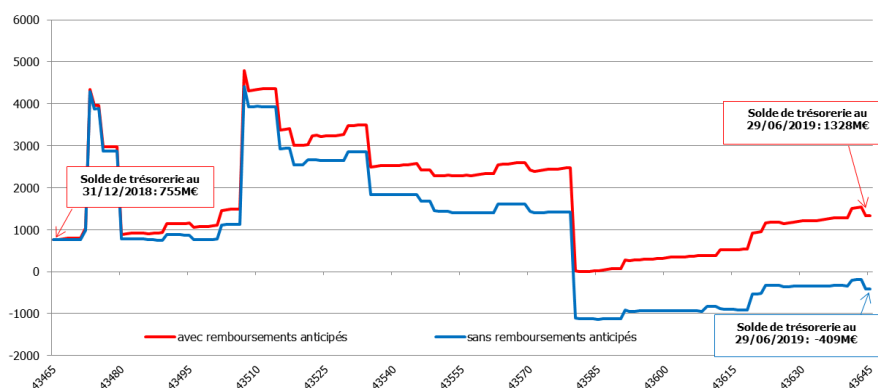
La Compagnie de Financement Foncier s'est fixée une limite interne supplémentaire correspondant à la contrevaletur de 5 M€, toutes devises confondues, et de 3 M€ par devise. Au 31 décembre 2018, la Compagnie de Financement Foncier respecte cette limite.

VII. Couverture du besoin de liquidité

La Compagnie de Financement Foncier s'assure à tout moment de la couverture de ses besoins de trésorerie sur une période de 180 jours conformément à l'article R513-7.

Selon l'arrêté du 26 mai 2014, la prévision de la liquidité à 180 jours est certifiée chaque trimestre par le Contrôleur spécifique avant transmission à l'ACPR.

Liquidité à 180J Compagnie de Financement Foncier (base 31/12/2018).



Par ailleurs, la Compagnie de Financement Foncier s'engage à maintenir à tout moment une liquidité suffisante pour honorer ses engagements de passifs privilégiés sans besoin de nouvelles ressources pendant un an en format extinctif (c'est à dire sans activité nouvelle).

La qualité des créances détenues au bilan de la Compagnie de Financement Foncier lui donne la capacité d'avoir un accès immédiat au refinancement auprès des banques centrales comme la BCE pour des volumes importants.

Au 31 décembre 2018, la Compagnie de Financement Foncier dispose de 10,3 Md€ d'actifs mobilisables à l'Eurosystème (hors opérations de pension) qui lui permettraient d'obtenir des liquidités supplémentaires estimées à 7,4 Md€, après décote et suivant les règles actuelles de la BCE, tout en maintenant son ratio réglementaire de couverture supérieur au minimum légal de 105 %.

Écart de durée de vie actif/passif

La Compagnie de Financement Foncier s'est engagée à respecter un écart de durée réduit entre ses actifs et ses passifs. Au 31 décembre 2018 la durée de vie moyenne de l'actif est de 7,3 ans et celle du passif de 7,7 ans.

Écart de durée de vie moyenne actif/passif privilégié

L'arrêté du 26 mai 2014 de l'ACPR impose que la durée de vie moyenne des actifs considérés à concurrence du montant minimal nécessaire pour satisfaire un ratio de couverture de 105 %, ne doit pas excéder de plus de 18 mois celle des passifs privilégiés.

Sans restreindre les actifs éligibles à hauteur de la contrainte liée au ratio de surdimensionnement réglementaire cette limite est également respectée par la Compagnie de Financement Foncier au 31 décembre 2018.

Rapport de gestion et rapport sur le gouvernement d'entreprise

Les rapports du Conseil d'administration sur la gestion de la société et sur le gouvernement d'entreprise sont à la disposition du public sur le site internet de la société à l'adresse suivante :

<https://foncier.fr/fcontent/uploads/2019/03/Compagnie-de-Financement-Foncier-Document-de-référence-2018-FR-VDEF.pdf>